

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2025

SOMMAIRE

1	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DU PREMIER SEMESTRE 2025	1	2	RAPPORT D'ACTIVITÉ	23
1.1	Compte de résultat consolidé	1	2.1	Comparaison des ventes consolidées des deuxièmes trimestres et premiers semestres 2025 et 2024	23
1.2	État du résultat global consolidé	2	2.2	Comparaison des résultats consolidés des activités des exercices 2025 et 2024	25
1.3	Bilan consolidé	3	2.3	Passage des indicateurs financiers des activités aux rubriques IFRS	27
1.4	Tableau des flux de trésorerie consolidés	4	2.4	Indicateurs IFRS	27
1.5	Variation des capitaux propres consolidés	5	2.5	Trésorerie nette et financement	28
1.6	Notes aux états financiers consolidés	7	2.6	Passage de la trésorerie à la trésorerie nette	29
	Préambule	8	2.7	Annexes	30
	Note 1 Événements significatifs de la période	9		Annexe 1 – Compte de résultat consolidé	30
	Note 2 Évolutions du périmètre de consolidation	10		Annexe 2 – Bilan consolidé avant affectation du résultat	31
	Note 3 Principes et méthodes comptables et déclaration de conformité	10		Annexe 3 – Tableau des flux de trésorerie	32
	Note 4 Secteurs opérationnels	11		Annexe 3.1 Tableau des flux de trésorerie consolidés	32
	Note 5 Résultat financier	12		Annexe 3.2 Tableau des flux de trésorerie nette consolidés	33
	Note 6 Impôt sur le résultat	13		Annexe 4 – Passages du Résultat net consolidé IFRS au Résultat net consolidé des activités	34
	Note 7 Goodwill	14	3	INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES	36
	Note 8 Autres immobilisations incorporelles	15	4	FACTEURS DE RISQUES	37
	Note 9 Immobilisations corporelles	16	5	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2025	44
	Note 10 Titres non consolidés	17	6	DÉCLARATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2025	45
	Note 11 Participations dans des entreprises mises en équivalence	17			
	Note 12 Actifs et passifs non courants	17			
	Note 13 Actifs et passifs courants	18			
	Note 14 Trésorerie et équivalents	19			
	Note 15 Capitaux propres consolidés	19			
	Note 16 Provisions	19			
	Note 17 Actifs et passifs financiers	20			
	Note 18 Risques financiers, comptabilité de couverture et juste valeur des instruments financiers	21			
	Note 19 Informations relatives aux parties	22			
	Note 20 Engagements et passifs éventuels	22			
	Note 21 Événements postérieurs à la clôture du 30 juin 2025	22			

1

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DU PREMIER SEMESTRE 2025

1.1 Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	S1 2025	S1 2024
Chiffre d'affaires	4	1 819,8	1 659,3
Autres produits de l'activité		117,3	92,5
Produits des activités ordinaires		1 937,1	1 751,8
Coût de revient des ventes		(325,1)	(316,7)
Frais commerciaux		(503,7)	(467,3)
Frais de recherche et développement		(364,9)	(323,4)
Frais généraux et administratifs		(102,9)	(107,3)
Autres produits opérationnels	4	26,7	83,6
Autres charges opérationnelles	4	(159,8)	(299,4)
Coûts liés à des restructurations	4	(2,8)	(3,5)
Pertes de valeur sur immobilisations incorporelles (hors logiciels)	8	(53,0)	—
Résultat opérationnel		451,6	317,8
Produits d'intérêts reçus	5	11,5	5,6
Coût de la dette financière	5	(15,7)	(10,9)
Coût de l'endettement financier net		(4,2)	(5,3)
Autres produits et charges financiers	5	(21,9)	(23,2)
Impôts sur le résultat	6	(89,5)	(47,2)
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	10	(0,5)	0,1
Résultat des activités poursuivies		335,5	242,3
Résultat des activités cédées		—	(10,0)
Résultat net consolidé		335,5	232,3
– dont part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A.		334,0	232,0
– dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		1,5	0,3
Résultat de base par action des activités poursuivies (en euros)		4,04	2,92
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)		4,00	2,90
Résultat de base par action des activités cédées (en euros)		0,00	(0,12)
Résultat dilué par action des activités cédées (en euros)		0,00	(0,12)
Résultat de base par action (en euros)		4,04	2,80
Résultat dilué par action (en euros)		4,00	2,78

1.2 État du résultat global consolidé

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024
Résultat des activités poursuivies	335,5	242,3
Résultat des activités cédées	—	(10,0)
Résultat net consolidé	335,5	232,3
Gains (et pertes) actuariels, nets d'impôts	0,3	2,6
Variation de juste-valeur des instruments de capitaux propres en actifs financiers, nette d'impôts	(18,5)	(7,8)
Sous-total des éléments ne faisant pas ultérieurement l'objet d'un reclassement en résultat	(18,2)	(5,2)
Variation de juste-valeur des instruments de couverture, nette d'impôts	41,9	(4,0)
Écarts de conversion	(193,6)	95,0
Sous-total des éléments faisant ultérieurement l'objet d'un reclassement en résultat	(151,7)	91,0
Autres éléments du résultat des activités poursuivies	(170,0)	85,8
Autres éléments du résultat des activités cédées		
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôts	(170,0)	85,8
Résultat global des activités poursuivies	165,6	328,1
Résultat global des activités cédées	—	(10,0)
Résultat global de l'ensemble consolidé	165,6	318,1
dont part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A.	164,4	317,6
dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	1,1	0,5

1.3 Bilan consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2025	31 décembre 2024
ACTIF			
Goodwill	7	636,8	699,5
Autres immobilisations incorporelles	8	2 257,2	2 518,3
Immobilisations corporelles	9	665,3	664,2
Titres non consolidés	10	120,0	157,9
Participations dans des entreprises mises en équivalence	11	—	17,3
Actifs financiers non courants	17	—	0,2
Actifs d'impôts différés	6	256,7	284,7
Autres actifs non courants	12	80,4	75,7
Total des actifs non courants		4 016,4	4 417,8
Stocks	13	253,6	285,5
Clients et comptes rattachés	13	746,8	697,2
Actifs d'impôts exigibles		72,3	58,9
Actifs financiers courants	17	32,3	8,5
Autres actifs courants	13	264,2	293,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	1 445,0	678,1
Total des actifs courants		2 814,1	2 021,2
TOTAL DE L'ACTIF		6 830,5	6 439,0
PASSIF			
Capital social	15	83,8	83,8
Primes et réserves consolidées		3 877,5	3 616,2
Résultat net de la période		334,0	345,9
Réserves de conversion		(66,2)	135,8
Capitaux propres - attribuables aux actionnaires d'Ipsen S.A.		4 229,1	4 181,6
Participations ne donnant pas le contrôle		1,3	0,2
Total des capitaux propres		4 230,4	4 181,8
Provisions pour engagements envers les salariés		26,8	24,2
Provisions non courantes	16	24,6	35,7
Passifs financiers non courants	17	838,1	392,8
Passifs d'impôts différés	6	60,1	55,2
Autres passifs non courants	12	231,8	243,8
Total des passifs non courants		1 181,5	751,7
Provisions courantes	16	36,2	47,5
Passifs financiers courants	17	128,0	149,8
Fournisseurs et comptes rattachés	13	852,0	854,8
Passifs d'impôts exigibles		14,9	24,9
Autres passifs courants	13	385,4	427,9
Concours bancaires		2,1	0,6
Total des passifs courants		1 418,6	1 505,4
TOTAL DU PASSIF		6 830,5	6 439,0

1.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Notes	S1 2025	S1 2024
Résultat consolidé		335,5	232,3
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence		0,5	(0,1)
Résultat des activités en cours de cession		—	10,0
Résultat net avant quote-part des entreprises mises en équivalence		336,1	242,2
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
Amortissements, pertes de valeur et provisions		195,8	214,8
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés		(19,3)	5,3
Résultat des cessions d'actifs immobilisés		(0,6)	(1,1)
Gains et pertes de changes latents		—	11,8
Coût de l'endettement financier net		4,2	5,3
Charge d'impôt	6	102,1	50,9
Charges liées aux paiements sur base d'actions		17,6	19,0
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		23,2	28,9
Marge brute d'autofinancement avant variation du besoin en fonds de roulement		658,9	577,0
(Augmentation) / diminution des stocks	13	19,2	2,7
(Augmentation) / diminution des créances clients et comptes rattachés	13	(85,1)	(79,0)
Augmentation / (diminution) des dettes fournisseurs et comptes rattachés	13	43,2	74,0
Variation nette des autres actifs et passifs liés à l'activité		(9,9)	(57,8)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(32,6)	(60,1)
Impôt payé		(99,6)	(50,9)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ À L'ACTIVITÉ		526,7	466,0
Acquisitions d'immobilisations corporelles	9	(55,3)	(59,3)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	8	(118,6)	(515,6)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels		0,1	0,4
Acquisitions de titres de participation non consolidés		(1,3)	(25,6)
Incidence des variations du périmètre		—	0,1
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'investissement		30,6	186,2
Flux d'investissement - Divers		11,7	7,7
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		(132,9)	(406,2)
Émission d'emprunts à long terme	17	499,5	23,7
Remboursement d'emprunts à long terme	17	(1,0)	(0,8)
Remboursement des crédits à court terme	17	(17,0)	(15,7)
Titres d'autocontrôle		(10,7)	(13,5)
Distributions versées par Ipsen S.A.	15	(116,2)	(99,8)
Intérêts financiers payés		0,2	(5,0)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		354,7	(111,1)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		748,5	(51,3)
TRÉSORERIE À L'OUVERTURE		677,6	519,5
Incidence des variations du cours des devises		16,8	(0,7)
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE		1 442,9	467,5

1.5 Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capital	Primes d'émissions ou d'apports	Réserves consolidées ⁽²⁾	Réserves de conversion	Réserves liées aux engagements de retraite	Réserve de réévaluation des instruments de	Titres d'autocontrôle	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Situation au 1^{er} janvier 2025	83,8	122,3	3 644,7	135,8	(12,0)	(24,9)	(114,1)	345,9	4 181,6	0,2	4 181,8
Résultat net consolidé de l'exercice								334,0	334,0	1,5	335,5
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ⁽¹⁾			(18,5)	(193,2)	0,3	41,9			(169,6)	(0,3)	(170,0)
Résultat net consolidé, gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	—	—	(18,5)	(193,2)	0,3	41,9	—	334,0	164,4	1,1	165,6
Affectation du résultat de l'exercice précédent			348,3	(2,4)				(345,9)	—		
Augmentations et réductions de capital									—		—
Palements sur base d'actions			(7,1)				24,6		17,6		17,6
Achats et ventes d'actions propres							(12,0)		(12,0)		(12,0)
Distributions			(116,2)						(116,2)		(116,2)
Variation de périmètre				(6,3)					(6,3)		(6,3)
Autres variations									—		—
Situation au 30 Juin 2025	83,8	122,3	3 851,3	(66,2)	(11,7)	17,0	(101,5)	334,0	4 229,1	1,3	4 230,4

⁽¹⁾ Détaillé dans l'État du résultat global consolidé

⁽²⁾ Les principales sources de réserves consolidées sont les suivantes :

- les réserves sur actifs financiers évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global ;
- les résultats non distribués.

(en millions d'euros)	Capital	Primes d'émissions ou d'apports	Réserves consolidées ⁽²⁾	Réserves de conversion	Réserves liées aux engagements de retraite	Réserve de réévaluation des instruments de couverture	Titres d'autocontrôle	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Situation au 1er janvier 2024	83,8	122,3	3 100,0	(3,9)	(14,4)	0,3	(107,5)	644,4	3 825,1	(1,3)	3 823,9
Résultat net consolidé de l'exercice								232,0	232,0	0,3	232,3
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ⁽¹⁾			(7,8)	94,9	2,6	(4,0)			85,7	0,2	85,8
Résultat net consolidé, gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	—	—	(7,8)	94,9	2,6	(4,0)	—	232,0	317,6	0,5	318,1
Affectation du résultat de l'exercice précédent			645,8	(1,3)				(644,4)	—		
Augmentations et réductions de capital			—						—		—
Palements sur base d'actions			(8,1)				27,1		19,0		19,0
Achats et ventes d'actions propres							(15,2)		(15,2)		(15,2)
Distributions			(99,8)						(99,8)		(99,8)
Variation de périmètre									—		—
Autres variations			0,1						0,1		0,1
Situation au 30 juin 2024	83,8	122,3	3 630,2	89,6	(11,8)	(3,8)	(95,5)	232,0	4 046,9	(0,8)	4 046,1

⁽¹⁾ Détaillé dans l'État du résultat global consolidé

⁽²⁾ Les principales sources de réserves consolidées sont les suivantes :

- les réserves sur actifs financiers évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global ;
- les résultats non distribués.

1.6 Notes aux états financiers consolidés condensés

Préambule	8
Note 1 Événements significatifs de la période	9
Note 2 Évolutions du périmètre de consolidation	10
Note 3 Principes et méthodes comptables et déclaration de conformité	10
Note 4 Secteurs opérationnels	11
Note 5 Résultat financier	12
Note 6 Impôt sur le résultat	13
Note 7 Goodwill	14
Note 8 Autres immobilisations incorporelles	15
Note 9 Immobilisations corporelles	16
Note 10 Titres non consolidés	17
Note 11 Participations dans des entreprises mises en équivalence	17
Note 12 Actifs et passifs non courants	17
Note 13 Actifs et passifs courants	18
Note 14 Trésorerie et équivalents de trésorerie	19
Note 15 Capitaux propres consolidés	19
Note 16 Provisions	19
Note 17 Actifs et passifs financiers	20
Note 18 Risques financiers, comptabilité de couverture et juste valeur des instruments financiers	21
Note 19 Informations relatives aux parties liées	22
Note 20 Engagements et passifs éventuels	22
Note 21 Événements postérieurs à la clôture du 30 juin 2025	22

Préambule

Les états financiers consolidés condensés du Groupe Ipsen (ci-après « le Groupe » ou « Ipsen ») sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés du Groupe (ci-après les « États Financiers consolidés condensés »).

La date de clôture des États Financiers consolidés condensés est fixée au 30 juin. Les comptes individuels incorporés dans les États Financiers consolidés condensés sont établis à la même date de clôture que les États Financiers consolidés condensés eux-mêmes, soit le 30 juin, et concernent la même période.

Les États Financiers consolidés condensés ont été arrêtés le 30 juillet 2025 par le Conseil d'Administration.

Note 1 Événements significatifs de la période

Note 1.1 Refinancement du Groupe

Le 19 mars 2025, IPSEN a émis un emprunt obligataire pour un montant de 500 millions d'euros, assorti d'un coupon de 3,875 % arrivant à échéance en mars 2032. Cette transaction a été lancée peu après l'attribution par S&P et Moody's de notations de crédit 'Investissement Grade' (BBB – par S&P et Baa3 par Moody's), toutes deux avec une perspective stable.

Le Groupe a simultanément procédé au renouvellement de sa ligne de crédit syndiqué pour un montant de 1,5 milliard d'euros pour une période de cinq ans avec deux prolongations possibles d'un an chacune (voir Note 17).

Note 2 Évolutions du périmètre de consolidation

Note 2.1 Cession de la société mise en équivalence Linnea SA

Au cours du premier semestre 2025, le Groupe a cédé sa filiale mise en équivalence Linnea SA.

Note 3 Principes et méthodes comptables et déclaration de conformité

Note 3.1 Principes généraux et déclaration de conformité

En application du règlement européen n°1606 / 2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement Européen et le Conseil Européen, les États Financiers consolidés condensés clos le 30 juin 2025 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'approuvé par l'Union Européenne à leur date de préparation.

Les États Financiers consolidés condensés clos le 30 juin 2025 sont préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice 2024.

Les États Financiers consolidés condensés sont établis selon les principes et méthodes comptables appliquées par le Groupe aux états financiers de l'exercice 2024 (décrits à la note 2 des comptes consolidés au 31 décembre 2024 publiés) et conformément aux autres normes et interprétations entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2025, à l'exception du principe retenu pour la comptabilisation de la charge d'impôt (comptabilisée sur la base d'une estimation du taux d'impôt effectif du Groupe attendu pour l'ensemble de l'exercice) et de l'application des nouvelles normes et interprétations décrites ci-dessous.

Note 3.2 Normes et interprétations entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2025

Les normes, amendements de normes et interprétations publiés par l'IASB et applicables de manière obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2025 sont listés ci-dessous :

- Amendements à IAS 21 – « Effets des variations des cours des monnaies étrangères – Absence de convertibilité » ;
- Améliorations annuelles – Volume 11.

Ces amendements n'ont pas eu d'impact significatif sur les États Financiers consolidés condensés clos le 30 juin 2025.

Les normes, amendements de normes et interprétations publiés par l'IASB et applicables par anticipation à partir du 1^{er} janvier 2025 sont listés ci-dessous :

- Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 – « Classement et évaluation des instruments financiers » ;

- Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 – « Contrats d'électricité à prix variable dépendant des conditions climatiques ».

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des amendements de normes et améliorations adoptés par l'Union européenne dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2025. À la date d'arrêt des États Financiers consolidés condensés, le Groupe est en cours d'analyse des impacts de ces normes et/ou amendements.

Note 3.3 Normes, amendements et interprétations publiés et non encore approuvés par l'Union Européenne

Les normes, amendements de normes et interprétations publiés et non encore approuvés par l'Union Européenne sont listés ci-dessous :

- IFRS 18 – « Présentation des états financiers » ;
- IFRS 19 – « Filiales n'ayant pas d'obligation d'information au public : informations à fournir ».

À la date d'arrêt des États Financiers consolidés condensés, l'analyse des normes et amendements publiés par l'IASB et non homologués par l'Union Européenne est en cours.

Note 3.4 Recours à des estimations

Dans le cadre de la préparation des États Financiers consolidés condensés, la direction du Groupe a procédé à des estimations, exercé des jugements, et fait des hypothèses ayant un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

Ces estimations s'appuient sur les faits passés et différentes hypothèses et peuvent donc différer des résultats effectivement obtenus.

Les principales sources d'incertitude relatives aux estimations et les jugements significatifs exercés par le Groupe sont identiques à celles ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Note 3.5 Saisonnalité de l'activité

L'activité du Groupe n'est pas soumise à des effets significatifs de saisonnalité de ses ventes.

Note 4 Secteurs opérationnels

Le Groupe opère sur un seul secteur opérationnel: la Médecine de Spécialité.

Le **Résultat Opérationnel des Activités** est l'indicateur utilisé par le Groupe pour évaluer la performance opérationnelle et allouer les ressources. Il correspond au Résultat Opérationnel duquel sont exclus les amortissements des immobilisations incorporelles (hors logiciels), les coûts liés à des restructurations, les pertes

de valeur des actifs incorporels et corporels, ainsi que d'autres éléments correspondant aux événements significatifs de nature à perturber la lecture de la performance du Groupe d'une année sur l'autre.

Cet indicateur de performance ne se substitue pas aux indicateurs IFRS et ne doit pas être perçu comme tel. Il est utilisé en complément des indicateurs IFRS.

Note 4.1 Résultat Opérationnel des Activités

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024
Chiffre d'affaires	1 819,8	1 659,3
Produits des activités ordinaires	1 937,1	1 751,8
Résultat Opérationnel des Activités	655,8	538,0
% du CA	36,0 %	32,4 %

Note 4.2 Du résultat opérationnel des Activités au Résultat Opérationnel

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre le Résultat Opérationnel des Activités et le Résultat Opérationnel :

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024
Résultat Opérationnel des Activités	655,8	538,0
Amortissement des immobilisations incorporelles (hors logiciels)	(132,2)	(123,1)
Autres produits et charges opérationnels	(16,2)	(93,6)
Coûts liés à des restructurations	(2,8)	(3,5)
Pertes de valeur des immobilisations incorporelles (hors logiciels)	(53,0)	—
Résultat Opérationnel	451,6	317,8

Au 30 juin 2025, les amortissements des immobilisations incorporelles (hors logiciels) correspondent principalement aux actifs Cabometyx, Bylvay, Onivyde, Tazverik, Iqirvo et Sohonos.

Les autres produits et charges opérationnels, incluent notamment les coûts d'arrêt d'études cliniques.

Les pertes de valeurs des immobilisations incorporelles correspondent à l'arrêt d'études relatives à des programmes pré-cliniques en Oncologie.

Au 30 juin 2024, les amortissements des immobilisations incorporelles correspondaient principalement aux actifs Bylvay, Cabometyx, Tazverik, Onivyde et Sohonos.

Les autres produits et charges opérationnels incluaient principalement la dépréciation de logiciels liés à un programme de plateforme technologique, les coûts d'acquisition et d'intégration d'Albireo et Epizyme ainsi que l'impact des programmes de transformation du Groupe.

Note 5 Résultat financier

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024
Produits d'intérêts reçus	11,5	5,6
Coût de la dette financière	(15,7)	(10,9)
Coût de l'endettement financier net	(4,2)	(5,3)
Gains/(pertes) de change (hors activités opérationnelles)	14,3	(12,1)
Ajustement de la juste-valeur des titres non consolidés	(11,7)	(3,5)
Charge d'intérêt nette liée aux avantages du personnel	(0,4)	(0,3)
Ajustement de la juste-valeur des actifs et passifs conditionnels	(3,7)	(6,7)
Autres éléments financiers	(20,3)	(0,6)
Autres produits et charges financiers	(21,9)	(23,2)
Résultat financier	(26,1)	(28,4)

Au 30 juin 2025, la variation de juste valeur des titres non consolidés est liée aux parts que le Groupe détient dans des fonds d'investissement.

La baisse des coûts de l'endettement financier net résulte des revenus issus des placements de la trésorerie disponible.

Les autres éléments financiers intègrent notamment le coût des couvertures de change mises en place par le Groupe.

Note 6 Impôt sur le résultat

Note 6.1 Taux effectif d'impôt

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024
Résultat des activités poursuivies	335,5	242,3
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	(0,5)	0,1
Résultat des activités poursuivies avant quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	336,1	242,2
Impôt courant	(75,5)	(80,4)
Impôt différé	(14,0)	33,2
Impôt sur le résultat	(89,5)	(47,2)
Résultat des activités poursuivies avant quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence et avant impôt	425,6	289,4
Taux effectif d'imposition	21,0 %	16,3 %

Au 30 juin 2025, la charge d'impôt sur le résultat de (89,5) millions d'euros correspond à un taux effectif d'imposition de 21,0 % du résultat avant impôt des activités poursuivies, hors quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence, contre (47,2) millions d'euros au 30 juin 2024 (taux effectif d'imposition de

16,3 %). La variation s'explique principalement par la baisse des déficits reportables reconnus dans certaines juridictions fiscales.

Note 6.2 Actifs et passifs d'impôts différés

La variation des actifs et passifs d'impôts différés s'analyse comme suit au cours du premier semestre 2025 :

(en millions d'euros)	31 décembre 2024	(Charge) / Produit en résultat	Impôts différés directement comptabilisés en réserves	Différences de conversion	Transferts et autres mouvements	30 juin 2025
Actifs d'impôts différés	284,7	(55,8)	(0,1)	(32,5)	60,3	256,7
Passifs d'impôts différés	(55,2)	41,9	(14,6)	28,0	(60,2)	(60,1)
Actifs nets d'impôts différés	229,5	(14,0)	(14,6)	(4,5)	0,1	196,6

La variation des impôts différés est principalement liée à l'utilisation de déficits reportables antérieurement activés, et à l'amortissement des actifs identifiés lors des acquisitions.

La variation des actifs et passifs d'impôts différés s'analyse comme suit au cours du premier semestre 2024 :

(en millions d'euros)	31 décembre 2023	(Charge) / Produit en résultat	Impôts différés directement comptabilisés en réserves	Différences de conversion	Transferts et autres mouvements	30 juin 2024
Actifs d'impôts différés	324,8	26,9	(0,5)	11,4	(53,2)	309,4
Passifs d'impôts différés	(226,4)	5,5	1,8	(15,2)	57,2	(177,1)
Actifs nets d'impôts différés	98,4	32,4	1,3	(3,8)	3,9	132,3

Au 30 juin 2024, la variation des impôts différés est principalement liée à l'amortissement des actifs incorporels réévalués à la juste valeur ainsi qu'à la perte de valeur constatée sur les logiciels.

Note 7 *Goodwill*

Note 7.1 Évolution des *goodwill*

(en millions d'euros)	Goodwill
31 décembre 2024	699,5
Variations de périmètre	—
Différences de conversion	(62,7)
30 juin 2025	636,8

Note 7.2 Pertes de valeur des *goodwill*

Les tests de perte de valeur des *goodwill* sont réalisés au moins une fois par an. En l'absence d'indice de perte de valeur constaté au 30 juin 2025, aucun test n'a été réalisé.

Note 8 Autres immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)	Propriété intellectuelle	Logiciels et progiciels	Immobilisations incorporelles en cours	Total des autres immobilisations incorporelles
Valeur brute au 1er janvier 2024	4 021,4	133,3	76,9	4 231,6
Variations de périmètre	—	—	—	—
Acquisitions/augmentations	418,3	2,9	25,2	446,4
Cessions/diminutions	(282,7)	(1,6)	(48,9)	(333,2)
Différences de conversion	169,8	1,0	—	170,8
Transferts et autres mouvements	7,7	14,7	(9,2)	13,1
Valeur brute au 31 décembre 2024	4 334,5	150,4	44,0	4 528,8
Variations de périmètre	—	—	—	—
Acquisitions/augmentations	63,0	0,1	7,4	70,5
Cessions/diminutions	—	(4,6)	—	(4,6)
Différences de conversion	(273,5)	(1,8)	—	(275,4)
Transferts et autres mouvements	—	1,7	(1,5)	0,2
Valeur brute au 30 juin 2025	4 124,0	145,7	49,8	4 319,5
Amortissements et dépréciations au 1er janvier 2024	(1 444,1)	(90,9)	(17,8)	(1 552,8)
Variations de périmètre	—	—	—	—
Dotations aux amortissements	(273,4)	(15,5)	—	(289,0)
Pertes de valeur	(251,5)	—	—	(251,5)
Cessions/diminutions	158,3	0,5	—	158,8
Différences de conversion	(75,3)	(0,7)	—	(76,1)
Transferts et autres mouvements	—	—	—	—
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2024	(1 886,1)	(106,6)	(17,8)	(2 010,6)
Variations de périmètre	—	—	—	—
Dotations aux amortissements	(132,2)	(7,0)	—	(139,2)
Pertes de valeur	(53,0)	—	—	(53,0)
Cessions/diminutions	—	4,0	0,1	4,1
Différences de conversion	135,1	1,2	—	136,4
Transferts et autres mouvements	—	—	—	—
Amortissements et dépréciations au 30 juin 2025	(1 936,2)	(108,4)	(17,7)	(2 062,3)
Valeur nette au 31 décembre 2024	2 448,3	43,7	26,2	2 518,3
Valeur nette au 30 juin 2025	2 187,7	37,3	32,1	2 257,2

Note 8.1 Valeur brute des actifs incorporels

Au cours du premier semestre 2025, l'évolution de la valeur brute des actifs incorporels est essentiellement liée à Iqirvo et Marengo pour un montant cumulé de 58 millions d'euros.

Au cours de l'exercice 2024, la variation des actifs incorporels était liée:

- A l'augmentation des actifs incorporels relatifs à Cabometyx pour 155 millions d'euros, Iqirvo pour un montant de 49 millions d'euros et l'enregistrement des actifs incorporels liés aux nouveaux accords de licences pour 58 millions d'euros.

- A la vente de l'immobilisation incorporelle Increlex et la mise au rebut du logiciel lié à une plate-forme technologique

Note 8.2 Dépréciations des actifs incorporels

Conformément à la norme IAS 36, le Groupe a analysé l'ensemble des indices externes et internes qui pourraient indiquer que les actifs incorporels pourraient avoir subi une perte de valeur.

Au 30 juin 2025, les pertes de valeur liées à l'arrêt d'études sur des programmes pré-cliniques ont été reconnues pour un montant de 53 millions d'euros.

Note 9 Immobilisations corporelles

Note 9.1 Évolution des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles présentées ci-dessous intègrent les droits d'utilisation des actifs de location.

(en millions d'euros)	Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres immobilisations	Immobilisations corporelles en cours	Total des immobilisations corporelles
Valeur brute au 31 décembre 2024	17,9	563,1	299,4	175,1	225,6	1 281,0
Acquisitions/augmentations	0,1	7,0	0,4	13,5	34,4	55,3
Cessions/diminutions	—	(20,3)	(3,1)	(3,8)	—	(27,2)
Différences de conversion	(0,1)	(11,6)	(3,9)	(4,3)	(4,0)	(24,0)
Transferts et autres mouvements	—	2,3	28,1	(22,4)	(11,9)	(3,9)
Valeur brute au 30 juin 2025	17,9	540,4	320,9	158,0	244,0	1 281,2
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2024	(2,5)	(322,4)	(200,1)	(85,9)	(6,0)	(616,8)
Dotations aux amortissements	(0,3)	(17,2)	(10,1)	(10,8)	—	(38,4)
Pertes de valeur	—	5,2	0,8	0,3	—	6,3
Cessions/diminutions	—	14,2	2,8	3,1	—	20,1
Différences de conversion	—	8,2	2,5	2,2	—	12,9
Transferts et autres mouvements	—	—	(3,5)	3,6	—	0,1
Amortissements et dépréciations au 30 juin 2025	(2,8)	(312,0)	(207,5)	(87,6)	(6,0)	(615,9)
Valeur nette au 31 décembre 2024	15,4	240,7	99,3	89,2	219,6	664,2
Valeur nette au 30 juin 2025	15,2	228,3	113,4	70,4	238,0	665,3

Au 30 juin 2025, l'augmentation des acquisitions s'explique principalement par des investissements sur les sites industriels du Groupe nécessaires à l'accroissement des capacités de production au Royaume-Uni, en France et en Irlande.

Note 9.2 Droits d'utilisation des actifs de location

(en millions d'euros)	Immobilier	Véhicules	Autres	Total des droits d'utilisation des actifs
Valeur nette au 31 décembre 2024	76,2	25,4	0,2	101,8
Variations de périmètre	—	—	—	—
Acquisitions/augmentations	3,7	6,4	—	10,0
Cessions/diminutions	(1,3)	(0,6)	—	(1,9)
Amortissements/pertes de valeur	(8,6)	(5,2)	—	(13,8)
Différences de conversion	(1,5)	(1,3)	—	(2,9)
Transferts et autres mouvements	(3,7)	—	—	(3,7)
Valeur nette au 30 juin 2025	64,8	24,6	0,2	89,7

Au 30 juin 2025, la variation des droits d'utilisation des actifs de location est liée principalement au renouvellement de la flotte de véhicules au profit de véhicules électriques.

Note 10 Titres non consolidés

(en millions d'euros)	Titres à la juste-valeur par les autres éléments du résultat global	Titres à la juste-valeur par le compte de résultat	Total des titres non consolidés
31 décembre 2024	110,2	47,6	157,9
Variations de juste-valeur	(22,5)	(11,7)	(34,2)
Acquisitions/augmentations	0,0	1,3	1,3
Cessions/diminutions	—	(0,7)	(0,7)
Autres variations y compris différences de conversion	(2,9)	(1,4)	(4,3)
30 Juin 2025	84,9	35,1	120,0

Note 10.1 Titres non consolidés à la juste valeur par les autres éléments du résultat global

Au 30 juin 2025, la variation s'explique principalement par la diminution de la juste valeur des titres Day-One Biopharmaceuticals et Sutro Pharma, pour des montants cumulés de 18 millions d'euros.

Note 10.2 Titres non consolidés à la juste valeur par le compte de résultat

La variation de juste valeur est principalement liée à la baisse de juste valeur du fonds Agent Capital I pour 10,4 millions d'euros.

Note 11 Participations dans des entreprises mises en équivalence

(en millions d'euros)	30 Juin 2025	31 décembre 2024
Participations dans des entreprises mises en équivalence	—	17,3

Au 30 juin 2025, suite à la cession des titres de participation de Linnea S.A, le Groupe ne détient plus de participations dans une société consolidée selon la méthode de la mise en équivalence (entreprises associées).

Note 12 Actifs et passifs non courants

(en millions d'euros)	30 Juin 2025	31 décembre 2024
Charges de R&D constatées d'avance non courantes	45,2	45,2
Actifs liés à des paiements conditionnels reconnus lors de regroupements d'entreprises	32,8	26,2
Contrat de liquidité	0,2	1,5
Dépôts versés	2,0	2,6
Total des autres actifs non courants	80,4	75,7
Produits constatés d'avance non courants	34,4	36,8
Passifs conditionnels liés aux regroupements d'entreprises	197,4	207,0
Total des autres passifs non courants	231,8	243,8

Les actifs et passifs conditionnels liés aux regroupements d'entreprises au 30 juin 2025 comprennent les certificats de valeur garantie (CVG) résultant de l'acquisition d'Epizyme pour 49,6 millions d'euros, ainsi que celui d'Albireo pour un montant de

112,2 millions d'euros. Ils incluent également un actif et un passif du même montant au titre du droit à royalties sur les ventes d'Elobixibat au Japon pour 32,8 millions d'euros.

Note 13 Actifs et passifs courants

Note 13.1 Stocks

(en millions d'euros)	30 Juin 2025			31 décembre 2024
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	73,3	(4,8)	68,6	70,4
En cours de production	84,0	(15,3)	68,7	103,7
Produits finis	144,6	(28,4)	116,2	111,4
Total	302,0	(48,4)	253,6	285,5

La variation de la période s'explique notamment par la cession des stocks Increlex dans le cadre du contrat de services de transition, ainsi qu'un effet de change.

Note 13.2 Créances clients

(en millions d'euros)	30 Juin 2025	31 décembre 2024
Valeur brute	753,4	702,5
Dépréciation	(6,6)	(5,4)
Valeur nette	746,8	697,2

Note 13.3 Dettes fournisseurs

(en millions d'euros)	30 Juin 2025	31 décembre 2024
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	852,0	854,8

Note 13.4 Autres actifs courants

(en millions d'euros)	30 Juin 2025	31 décembre 2024
Actifs liés à des paiements conditionnels reconnus lors de regroupements d'entreprises	28,9	42,2
Avances et acomptes versés	15,8	14,6
Charges constatées d'avance	80,7	117,8
TVA à récupérer	98,4	82,2
Créances diverses	40,5	36,3
Total des autres actifs courants	264,2	293,1

Note 13.5 Autres passifs courants

(en millions d'euros)	30 Juin 2025	31 décembre 2024
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	81,2	51,1
Dettes sociales	175,0	224,3
Dettes de TVA	73,7	36,1
Autres dettes fiscales (hors TVA et impôts sur les bénéfices)	17,6	18,3
Produits constatés d'avance courants	7,3	5,6
Passifs conditionnels liés aux regroupements d'entreprises	10,3	72,0
Autres passifs courants	20,3	20,4
Total des autres passifs courants	385,4	427,9

Au 30 juin 2025, les dettes sur acquisition d'immobilisation sont liées notamment au déclenchement des paiements d'étapes relatifs aux contrats de licence.

La variation des passifs conditionnels liés au regroupement d'entreprise correspond au paiement d'étape conditionnel d'Onivyde pour un montant de 48 millions d'euros.

Note 14 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30 Juin 2025	31 décembre 2024
Trésorerie	352,0	301,1
Équivalents de trésorerie	1 093,0	377,0
Concours bancaires	(2,1)	(0,6)
Trésorerie nette	1 442,9	677,6

Note 15 Capitaux propres consolidés

Note 15.1 Composition du capital

Au 30 juin 2025, le capital social s'élève à 83 814 526 euros et se compose de 83 814 526 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro, dont 48 252 732 actions à droit de vote double, contre 83 814 526 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro, dont 48 125 100 actions à droit de vote double, au 31 décembre 2024.

Note 15.2 Distributions

Un dividende de 1,40 euro par action a été attribué aux actionnaires par décision de l'Assemblée Générale du 21 mai 2025 et mis en paiement le 6 juin 2025.

La distribution au titre de l'exercice précédent s'élevait à 1,20 euro par action.

Note 16 Provisions

(en millions d'euros)	Provisions pour risques et charges de nature économique et opérationnelle	Provision pour restructuration	Autres provisions	Total Provisions
31 décembre 2024	27,5	8,8	46,9	83,2
Augmentations de provisions	7,6	2,6	3,2	13,5
Reprises de provisions utilisées	(11,6)	(4,1)	(6,4)	(22,1)
Reprises de provisions non utilisées	(6,9)	(2,2)	(4,3)	(13,3)
Variations de périmètre	—	—	—	—
Différences de conversion, transferts et autres variations	(0,8)	(0,4)	0,8	(0,4)
30 juin 2025	15,8	4,8	40,3	60,8
dont provisions non courantes	4,3	—	20,3	24,6
dont provisions courantes	11,4	4,8	20,0	36,2

Au 30 juin 2025, les provisions s'analysent comme suit :

• Risques et charges de nature économique et opérationnelle

Ces provisions concernent certains risques de nature économique reflétant les coûts que le Groupe pourrait être amené à supporter pour mettre fin à des contrats commerciaux, arrêter des études de recherche et développement ou résoudre divers désaccords d'origine commerciale.

• Provisions pour restructuration

Ces provisions correspondent principalement à des coûts engagés par le Groupe pour adapter sa structure.

• Autres provisions

Ces provisions comprennent notamment le risque que pourrait entraîner, dans certaines filiales du Groupe, une réappréciation par les autorités locales de certains éléments d'imposition (hors impôts sur les sociétés).

Les dotations et reprises du premier semestre 2025 ont été enregistrées en Résultat Opérationnel.

Note 17 Actifs et passifs financiers

Note 17.1 Actifs financiers

(en millions d'euros)	31 décembre 2024	Nouveaux actifs / Augmentations	Remboursements / Diminutions	Variation de juste-valeur	Autres mouvements y compris différences de conversion	30 Juin 2025
Actifs financiers non courants	0,2	—	—	—	(0,2)	—
Instruments dérivés	7,4	—	—	23,1	—	30,5
Autres actifs financiers courants	1,1	—	—	—	0,8	1,8
Actifs financiers courants	8,5	—	—	23,1	0,7	32,3
Total actifs financiers	8,7	—	—	23,1	0,5	32,3

Note 17.2 Passifs financiers

(en millions d'euros)	31 décembre 2024	Nouveaux emprunts Augmentations	Remboursements / Diminutions	Variation de juste-valeur	Autres mouvements y compris différences de conversion	30 Juin 2025
Emprunts obligataires et bancaires	287,5	489,6	—	—	(31,5)	745,6
Passifs de location	102,1	9,0	(4,8)	—	(16,2)	90,0
Autres passifs financiers	3,2	(1,9)	(0,8)	—	2,0	2,5
Passifs financiers non courants évalués au coût amorti	392,8	496,7	(5,6)	—	(45,7)	838,1
Autres passifs financiers non courants	0,1	—	—	—	—	0,1
Passifs financiers non courants évalués à la juste-valeur	0,1	—	—	—	—	0,1
Total passifs financiers non courants	392,8	496,7	(5,6)	—	(45,7)	838,1
Passifs de location	36,6	0,7	(17,0)	—	11,2	31,5
Autres passifs financiers ⁽¹⁾	85,7	—	—	—	4,4	90,2
Passifs financiers courants évalués au coût amorti	122,3	0,7	(17,0)	—	15,6	121,6
Instruments financiers dérivés	27,5	—	—	(21,1)	—	6,4
Passifs financiers courants évalués à la juste-valeur	27,5	—	—	(21,1)	—	6,4
Total passifs financiers courants	149,8	0,7	(17,0)	(21,1)	15,6	128,0
Total passifs financiers	542,7	497,4	(22,6)	(21,1)	(30,1)	966,2

⁽¹⁾ Les émissions et les remboursements sur les autres passifs financiers courants évalués au coût amorti concernent essentiellement les billets de trésorerie.

Les financements du Groupe au 30 juin 2025 comprennent notamment :

- un financement à long terme sur le marché américain (US Private Placement – USPP) à hauteur de 300 millions de dollars américains en deux tranches de 7 et 10 ans de maturité souscrit le 23 juillet 2019 ;
- un crédit syndiqué (« RCF ») souscrit le 07 mars 2025, d'un montant de 1 500 millions d'euros et d'une maturité initiale de cinq ans, comprenant deux options d'extension d'un an. Le crédit syndiqué (« RCF ») n'est pas tiré au 30 juin 2025 ;

- un emprunt obligataire public à sept ans non assorti de sûretés pour un montant de 500 millions d'euros dont le coupon annuel est de 3,875 %, souscrit le 25 mars 2025 ;
- un programme d'émission de billets de trésorerie (NEU CP – *Negotiable European Commercial Paper*) de 600 millions d'euros, utilisé à hauteur de 80 millions d'euros au 30 juin 2025.

Le Groupe est soumis à un seul ratio de "covenant" qui concerne l'USPP. Celui-ci est respecté au 30 juin 2025.

Note 18 Risques financiers, comptabilité de couverture et juste valeur des instruments financiers

Une part de l'activité du Groupe provient de pays où l'euro, devise de *reporting* du Groupe, est la monnaie fonctionnelle. Néanmoins, de par son activité internationale, le Groupe est exposé aux fluctuations des taux de change qui peuvent impacter ses résultats.

Plusieurs types de risques peuvent être distingués :

- le risque de change transactionnel lié aux activités commerciales : le Groupe couvre, sur la base des prévisions budgétaires, les principales monnaies (USD, GBP, CNY, CHF, AUD, BRL) ;
- le risque de change financier lié aux financements contractés dans une devise différente des monnaies fonctionnelles des entités.

Ipsen a mis en place une politique de couverture du risque de change afin de réduire la volatilité liée aux variations des devises étrangères dans son résultat.

Impact en capitaux propres des instruments financiers qualifiés en couverture de flux futurs

Au 30 juin 2025, la réserve de couverture des flux futurs relative à la couverture de transactions commerciales représente 14,0 millions d'euros avant impôt contre une réserve de (10,9) millions d'euros avant impôt au 31 décembre 2024.

Impact en Résultat Opérationnel des instruments financiers qualifiés en couverture de flux futurs

Au 30 juin 2025, l'impact en Résultat Opérationnel des couvertures de flux futurs relatif à la couverture de transactions commerciales représente 15,2 millions d'euros.

Impact en résultat financier des instruments financiers qualifiés en couverture de flux futurs

Au 30 juin 2025, l'impact des instruments financiers qualifiés en couverture de flux futurs et enregistré en résultat financier est de (16,1) millions d'euros.

Impact en résultat financier des instruments financiers non qualifiés en couverture de flux futurs

L'impact des instruments financiers non qualifiés en couverture de flux futurs est inclus dans le poste « Gains/ (pertes) de change (hors activités opérationnelles) » du résultat financier (14,3 millions d'euros au 30 juin 2025). L'impact en résultat financier des instruments financiers est de (5,2) millions d'euros sur la période.

Impact en capitaux propres des instruments financiers qualifiés en couverture d'investissement net

Au 30 juin 2025, la réserve de couverture d'investissement net représente 9,1 millions d'euros avant impôt.

Au 30 juin 2025 et au 31 décembre 2024, les instruments financiers dérivés détenus par le Groupe se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)		30 Juin 2025						31 décembre 2024		
		Notionnel	Juste valeur		Nominal réparti par échéance			Notionnel	Juste valeur	
			Actif	Passif	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans		Actif	Passif
Risque de change - Couverture de transactions commerciales										
Contrats forward vendeurs	Cash Flow Hedge	494,5	(3,8)	24,5	494,5	—	—	961,0	5,6	(23,9)
Contrats swaps cambistes vendeurs à échéance	Cash Flow Hedge	92,5	—	1,3	92,5	—	—	88,9	0,4	(0,4)
Contrats forward acheteurs	Cash Flow Hedge	7,5	(0,1)	—	7,5	—	—	76,1	0,5	(0,3)
Contrats swaps cambistes acheteurs à échéance	Cash Flow Hedge	124,1	(2,4)	0,1	124,1	—	—	—	—	—
Total transactions commerciales		718,6	(6,3)	25,9	718,6	—	—	1 126,0	6,5	(24,5)
Risque de change - Couverture de transactions financières										
Contrats swaps cambistes vendeurs à échéance	Dérivés non qualifiés	430,3	(0,1)	2,8	430,3	—	—	483,0	0,2	(3,0)
Contrats swaps cambistes acheteurs à échéance	Dérivés non qualifiés	353,3	—	1,7	353,3	—	—	470,0	0,8	(0,1)
Total transactions financières		783,6	(0,1)	4,6	783,6	—	—	953,0	1,1	(3,1)
Total couvertures transactions commerciales et financières		1 502,2	(6,4)	30,5	1 502,2	—	—	2 079,0	7,5	(27,6)

Note 19 Informations relatives aux parties liées

Le Groupe n'a pas conclu de nouvelle transaction significative avec les parties liées au cours de la période.

Note 20 Engagements et passifs éventuels

Dans le cadre de son activité, et particulièrement des opérations de développement stratégique qu'il conduit en vue de nouer des partenariats, le Groupe contracte régulièrement des accords pouvant conduire, sous réserve de la réalisation de certains événements, à des engagements financiers éventuels (voir note 23 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2024).

La diminution des engagements donnés au cours du premier semestre 2025 pour un montant brut de 2 071 millions d'euros résulte principalement de l'arrêt de programmes précliniques ainsi que de l'impact de la baisse du dollar américain par rapport à l'euro.

Procédure d'arbitrage en cours avec Galderma

En novembre 2023, Galderma a initié une procédure d'arbitrage à l'encontre d'Ipsen auprès de la Cour Internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (« CCI ») à la suite de la résiliation par Ipsen de l'accord de R&D conclu en juillet 2014. Cet accord portait sur les programmes respectifs des parties relatifs aux neurotoxines à un stade précoce, y compris le développement de l'IPN 10200.

Au 30 juin 2025 et à ce stade de la procédure, Ipsen ne peut raisonnablement prévoir l'impact financier qui en

découlerait sur les états financiers, ni anticiper l'issue de cet arbitrage. Ipsen entend toutefois assurer pleinement sa défense et faire valoir ses droits à l'encontre de Galderma.

Contrôle fiscal France

En décembre 2024, l'administration fiscale française a adressé à la société Ipsen S.A. une proposition de rectification rejetant la déductibilité fiscale d'une moins-value générée en 2020 par une restructuration juridique interne. Les conséquences financières notifiées entre 2020 et 2023 s'élèvent à 215 millions d'euros en droits, intérêts de retard et pénalités. La Société, après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, considère que les arguments de l'administration fiscale ne sont pas fondés, conteste cette proposition et estime son succès probable. En conséquence, la Société n'a constitué aucune provision à ce titre dans les comptes au 30 juin 2025.

Les autres engagements existants au 31 décembre 2024 n'ont pas évolué de façon significative au 30 juin 2025.

Note 21 Événements postérieurs à la clôture du 30 juin 2025

Néant.

2 | RAPPORT D'ACTIVITÉ

2.1 Comparaison des ventes consolidées des deuxièmes trimestres et premiers semestres 2025 et 2024

Chiffre d'affaires par aire thérapeutique et par produit⁽¹⁾

(en millions d'euros)	2 ^e Trimestre				1 ^{er} Semestre			
	T2 2025	T2 2024	% Variation	% Variation hors effet de change	S1 2025	S1 2024	% Variation	% Variation hors effet de change
Oncologie	633,0	622,0	1,8 %	4,9 %	1 288,0	1 225,8	5,1 %	6,4 %
Somatuline [*]	278,2	264,4	5,2 %	9,2 %	588,6	522,2	12,7 %	14,1 %
Cabometyx [*]	149,9	149,7	0,1 %	2,8 %	296,7	304,2	-2,5 %	-0,2 %
Decapeptyl [*]	141,3	146,1	-3,3 %	-2,0 %	277,1	276,9	0,1 %	0,5 %
Onivyde [*]	51,0	49,9	2,2 %	6,7 %	102,7	97,2	5,6 %	6,5 %
Tazverik [*]	11,3	11,0	3,4 %	8,1 %	20,4	23,4	-13,0 %	-12,1 %
Autres produits d'Oncologie	1,4	0,9	46,3 %	46,1 %	2,5	1,9	32,7 %	32,5 %
Neuroscience	184,9	175,3	5,5 %	9,8 %	378,4	354,5	6,7 %	9,7 %
Dysport [*]	180,7	171,7	5,2 %	9,8 %	371,0	348,7	6,4 %	9,5 %
Autres produits de Neurosciences	4,2	3,6	16,4 %	9,8 %	7,5	5,8	27,9 %	23,8 %
Maladies Rares	83,1	39,5	n/a	n/a	153,4	78,9	94,5 %	95,7 %
Bylvay ²	43,2	30,6	41,2 %	45,6 %	86,6	56,7	52,9 %	53,7 %
Iqirvo [*]	35,5	1,3	n/a	n/a	58,8	1,3	n/a	n/a
Sohonos [*]	4,6	3,4	36,1 %	38,5 %	8,3	10,4	-19,7 %	-20,0 %
Autres produits de maladies rares	(0,2)	4,2	n/a	n/a	(0,3)	10,6	n/a	n/a
Chiffre d'affaires	901,0	836,9	7,7 %	11,2 %	1 819,8	1 659,3	9,7 %	11,4 %

⁽¹⁾ Variation à taux de change constant, hors effets de change, établi en recalculant les performances de la période considérée sur la base des taux de change utilisés pour la période précédente.

⁽²⁾ Y compris les ventes de l'odévixibat, sous la marque Kayfanda, approuvé dans l'Union européenne pour le traitement du prurit cholestatique dans le syndrome d'Alagille.

Les commentaires sont basés sur la performance du premier semestre 2025.

- Somatuline : croissance des ventes, bénéficiant de la poursuite des difficultés d'approvisionnement du générique du lanréotide en Amérique du Nord et en Europe, et d'une solide performance dans le Reste du Monde.
- Cabometyx : ventes stables avec une performance solide en Europe reflétant une hausse des volumes, compensée par un calendrier des expéditions défavorable et une compétition accrue dans le Reste du Monde.
- Decapeptyl : légère croissance des ventes en Europe et en Chine malgré une concurrence accrue et une pression sur les prix, et une baisse des ventes dans le Reste du Monde.
- Onivyde : croissance modérée aux États-Unis, tirée par l'indication en première ligne de l'adénocarcinome canalaire pancréatique (PDAC) métastatique et la hausse des ventes au partenaire d'Ipsen pour les territoires hors États-Unis.

- Tazverik : baisse des ventes provenant d'une demande stable, une diminution des stocks et de l'impact négatif de la base de comparaison de l'année dernière.
- Dysport : solide performance tirée par une croissance continue sur les marchés de l'esthétique, principalement en Amérique du Nord et dans le Reste du Monde ; les ventes de produits sur les marchés thérapeutiques sont stables malgré une croissance solide en Amérique du Nord et en Europe, compensée par un calendrier des expéditions défavorable au Brésil.
- Bylvay¹ : croissance soutenue de la demande dans l'indication de la cholestase intra hépatique familiale progressive (CIFP) et dans les indications du syndrome d'Alagille aux États-Unis, ainsi que son récent lancement en Europe et dans le Reste du Monde.
- Iqirvo : accélération de la croissance des ventes aux États-Unis et en Europe reflétant une augmentation du nombre de patients traités.
- Sohonos : ventes en baisse principalement aux États-Unis, compte tenu du nombre limité de nouveaux patients.
- Autres produits de maladies rares : impact de la fin de la commercialisation de NutropinAq et de la cession d'Increlex en 2024.

Répartition géographique du chiffre d'affaires²

(en millions d'euros)	2 ^e Trimestre				1 ^{er} Semestre			
	T2 2025	T2 2024	% Variation	% Variation hors effet de change	S1 2025	S1 2024	% Variation	% Variation hors effet de change
Amérique du Nord	300,7	272,4	10,4 %	16,4 %	634,9	541,9	17,2 %	18,5 %
Europe ³	364,5	331,4	10,0 %	9,8 %	721,9	647,6	11,5 %	11,2 %
Reste du Monde	235,8	233,1	1,2 %	7,0 %	463,0	469,8	-1,4 %	3,3 %
Chiffre d'affaires	901,0	836,9	7,7 %	11,2 %	1 819,8	1 659,3	9,7 %	11,4 %

Les commentaires sont basés sur la performance du premier semestre 2025.

- Amérique du Nord : forte croissance des ventes, portée par la contribution accrue d'Iqirvo et Bylvay dans les Maladies Rares et de Somatuline qui bénéficie de la reprise progressive de l'approvisionnement du générique du lanréotide, ainsi que par la solide performance de Dysport sur les marchés esthétiques et thérapeutiques.
- Europe³ : solide performance portée par Somatuline qui bénéficie des difficultés d'approvisionnement du générique de lanréotide, Cabometyx principalement en association avec le nivolumab en première ligne ainsi que le récent lancement d'Iqirvo et la contribution accrue de Bylvay dans les Maladies Rares.
- Reste du Monde : ventes tirées par la solide performance de Dysport sur les marchés esthétiques et la croissance de Somatuline dans l'ensemble des zones géographiques, compensant la baisse des ventes de Cabometyx en raison d'un calendrier des expéditions défavorable et de la pression concurrentielle, et Dysport sur le marché thérapeutique au Brésil.

⁽¹⁾ Y compris les ventes de l'odéxivibat, sous la marque Kayfanda, approuvé dans l'Union européenne pour le traitement du prurit cholestatique dans le syndrome d'Alagille.

⁽²⁾ Variation à taux de change constant, hors effets de change, établi en recalculant les performances de la période considérée sur la base des taux de change utilisés pour la période précédente.

⁽³⁾ Dans le présent communiqué, l'Europe est définie comme les pays membres de l'Union européenne, le Royaume-Uni, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse.

2.2 Comparaison des résultats consolidés des activités des exercices 2025 et 2024

Compte de résultat des activités

Les résultats des activités sont des indicateurs de performance. La réconciliation de ces indicateurs avec les rubriques IFRS est présentée en Annexe 4 « Passage du Résultat net consolidé IFRS au Résultat net consolidé des activités ».

(en millions d'euros)	S1 2025		S1 2024		Variation en %
		% des ventes		% des ventes	
Chiffre d'affaires	1 819,8	100 %	1 659,3	100 %	9,7 %
Autres produits de l'activité	117,3	6,4 %	92,5	5,6 %	26,8 %
Produits des activités ordinaires	1 937,1	106,4 %	1 751,8	105,6 %	10,6 %
Coûts de revient des ventes	(325,1)	-17,9 %	(316,7)	-19,1 %	2,6 %
Frais commerciaux	(503,7)	-27,7 %	(467,3)	-28,2 %	7,8 %
Frais de recherche et développement	(364,9)	-20,1 %	(323,4)	-19,5 %	12,8 %
Frais généraux et administratifs	(102,9)	-5,7 %	(107,3)	-6,5 %	-4,1 %
Autres produits opérationnels des activités	15,3	0,8 %	1,0	0,1 %	n/a
Autres charges opérationnelles des activités	(0,1)	—	—	—	n/a
Résultat Opérationnel des activités	655,8	36,0 %	538,0	32,4 %	21,9 %
Coût de l'endettement financier net	(4,2)	-0,2 %	(5,3)	-0,3 %	-21,2 %
Autres produits et charges financiers	(6,5)	-0,4 %	(24,8)	-1,5 %	-73,9 %
Impôt sur le résultat des activités	(136,9)	-7,5 %	(108,6)	-6,5 %	26,1 %
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	—	0,0 %	—	0,0 %	0,0 %
Résultat net consolidé des activités	508,3	27,9 %	399,4	24,1 %	27,3 %
- dont part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A.	506,8	27,8 %	399,0	24,0 %	27,0 %
- dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	1,5	—	0,3	—	n/a
Résultat net des activités dilué par action - part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A. (en euro)	6,07		4,78		27,0 %

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires a augmenté de 11,4 % à change constant et de 9,7 % au premier semestre 2025 (en données publiées), à 1 819,8 millions d'euros, incluant un effet défavorable des devises de 1,7 %.

Autres produits de l'activité

Les autres produits de l'activité se sont élevés à 117,3 millions d'euros, en hausse de 26,8 %, en raison d'une hausse des redevances reçues, principalement pour Dysport, et de paiements d'étapes reçus des partenaires d'Ipsen.

Coût de revient des ventes

Le coût de revient des ventes s'est élevé à 325,1 millions d'euros et a représenté 17,9 % du chiffre d'affaires, soit une diminution en pourcentage du chiffre d'affaires de 1,2 point (S1 2024 : 316,7 millions d'euros ou 19,1 %) principalement due à un effet de mix produits favorable.

Frais commerciaux

Les frais commerciaux de 503,7 millions d'euros (soit 27,7 % du chiffre d'affaires) ont augmenté de 7,8 % en raison des investissements pour soutenir les lancements commerciaux. Les frais commerciaux ont représenté 27,7 % du chiffre d'affaires, soit une diminution de 0,5 points (S1 2024 : 467,3 millions d'euros ou 28,2 %).

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement se sont élevés à 364,9 millions d'euros, en croissance de 12,8 %, portée par les investissements pour Dysport dans la potentielle indication sur la migraine, pour les neurotoxines à longue durée d'action sur les marchés esthétiques et thérapeutiques, et pour les actifs d'oncologie en stade préclinique acquis récemment. Les frais de recherche et développement ont représenté 20,1 % du chiffre d'affaires, en hausse de 0,6 points (S1 2024 : 323,4 millions d'euros, soit 19,5 %).

Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs ont diminué de 4,1 % à 102,9 millions d'euros (S1 2024 : 107,3 millions d'euros).

Autres produits et charges opérationnels des activités

Les autres produits et charges opérationnels courants ont atteint 15,3 millions d'euros, (produit 2024 de 1,0 millions d'euros), reflétant l'impact de l'évolution des taux de change et de la politique de la couverture de change du Groupe.

Résultat Opérationnel des activités

Le résultat opérationnel des activités s'est élevé à 655,8 millions d'euros, en hausse de 21,9 %, avec une marge opérationnelle des activités atteignant 36,0 % du chiffre d'affaires, soit une hausse de 3,6 points (S1 2024 : 538,0 millions d'euros, soit 32,4 %).

Coût de l'endettement financier net et autres éléments financiers des activités

Le résultat financier du Groupe a représenté une charge de 10,6 millions d'euros contre une charge de 30,1 millions d'euros au premier semestre 2024.

Les coûts de l'endettement financier net ont diminué de 1,1 million d'euros, sous l'effet de la hausse des revenus d'intérêts sur la trésorerie disponible.

Les autres produits et charges financiers ont diminué de 18,3 millions d'euros, impactés principalement par des effets de change favorables sur les opérations non commerciales.

Impôt sur le résultat des activités

L'impôt sur le résultat des activités a atteint 136,9 millions d'euros et résulte d'une hausse du bénéfice avant impôt avec un taux d'impôt effectif qui s'élève à 21,2 % (S1 2024: 21,4 %).

Résultat net consolidé des activités

Le résultat net consolidé des activités s'est élevé à 508,3 millions d'euros, en hausse de 27,3% (S1 2024: 399,4 millions d'euros)

Résultat net des activités par action⁽¹⁾

Le résultat net des activités dilué par action s'est élevé à 6,07 d'euros, en hausse de 27.0 % en ligne avec l'évolution du résultat net consolidé des activités (S1 2024 : 4,78 euros).

⁽¹⁾ Résultat par action

2.3 Passage des indicateurs financiers des activités aux rubriques IFRS

Réconciliation du Résultat net des activités avec le Résultat net consolidé IFRS

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024
Résultat net consolidé des activités	508,3	399,4
Amortissement des immobilisations incorporelles (hors logiciels)	(99,1)	(92,2)
Autres produits et charges opérationnels	(12,2)	(70,2)
Coûts liés à des restructurations	(2,0)	(2,6)
Pertes de valeur	(39,3)	—
Autres	(20,1)	8,0
Résultat net des activités en cours de cession	—	(10,0)
Résultat net consolidé IFRS	335,5	232,3
Résultat net IFRS dilué par action - part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A. (en euro)	4,00	2,78

Le passage des agrégats IFRS juin 2024 / juin 2025 aux indicateurs financiers des activités est présenté en Annexe 4. Les principaux éléments de réconciliation entre le Résultat net des activités et le Résultat net consolidé IFRS sont :

Amortissements des immobilisations incorporelles (hors logiciels)

Les amortissements des immobilisations incorporelles (hors logiciels) se sont élevés à 132,2 millions d'euros avant impôt (S1 2024 : 123,1 millions d'euros). La variation était principalement liée à l'augmentation des actifs incorporels relatifs à Cabometyx et Iqirvo.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres charges opérationnelles non courantes ont représenté une charge nette de 16,2 millions d'euros avant impôt, principalement liée aux coûts relatifs à l'arrêt de certaines études cliniques.

En 2024, les autres charges opérationnelles non courantes s'élevaient à 93,6 millions d'euros avant impôt,

et incluait notamment les coûts d'intégration d'Albireo ainsi que la dépréciation de logiciels liés à un programme de plateforme technologique.

Coûts liés à des restructurations

Les coûts de restructuration se sont élevés à 2,8 millions d'euros avant impôt à fin juin 2025 (S1 2024 : 3,5 millions d'euros avant impôt).

Pertes de valeur des immobilisations incorporelles (hors logiciels).

Le Groupe a comptabilisé des pertes de valeurs à hauteur de 53 millions d'euros avant impôt liées à l'arrêt d'études pré-cliniques en Oncologie.

Autres

Les autres produits et charges financiers et les autres éléments d'impôt ont représenté une charge de 20,1 millions d'euros (S1 2024 : produit de 8,0 millions d'euros).

2.4 Indicateurs IFRS

Résultat Opérationnel

Le Résultat Opérationnel s'est élevé à 451,6 millions d'euros, en hausse de 42,1 % (S1 2024 : 317,8 millions d'euros)

Résultat net consolidé

Le Résultat net consolidé s'est élevé à 335,5 millions d'euros à fin juin 2025 (S1 2024 : 232,3 millions d'euros), une augmentation de 44,4 % en ligne avec le résultat opérationnel.

Résultat par action

Le Résultat net dilué par action s'élève à 4,00 euros à fin juin 2025 en hausse de 43,9 % (S1 2024 : 2,78 euros), en ligne avec le résultat net consolidé.

2.5 Trésorerie nette et financement

Le Groupe a augmenté sa trésorerie nette de 327,3 millions d'euros sur le premier semestre 2025 par rapport au niveau au 31 décembre 2024, portant la trésorerie nette au 30 juin 2025 à 487,6 millions d'euros.

Analyse du tableau de flux de trésorerie nette consolidés

	S1 2025	S1 2024
Trésorerie / (Dettes financières) nette à l'ouverture	160,3	65,1
Résultat Opérationnel des Activités	655,8	538,0
Dépréciation & amortissements	43,4	44,6
EBITDA	699,2	582,7
Éléments sans impact sur la trésorerie	17,6	24,2
Variation du BFR opérationnel	(35,6)	(2,3)
Autres variations du BFR	4,5	(26,7)
Investissements opérationnels nets (hors milestones)	(63,9)	(84,9)
Cash-Flow Opérationnel	621,8	493,0
Autres produits et charges opérationnels non courants et charges de restructuration	(22,2)	(30,1)
Résultat financier	(16,8)	(18,6)
Impôts versés	(99,6)	(50,9)
Cash-Flow libre	483,2	393,5
Distributions versées	(116,2)	(99,8)
Investissements nets (acquisitions et milestones)	(80,0)	(337,5)
Programmes de rachats d'actions	(10,7)	(13,5)
Impact du change sur l'endettement net	44,4	(13,0)
Variation de la trésorerie/(dettes financières) nette liée aux activités en cours de cession	—	0,1
Autres	6,5	(1,7)
Paiements aux actionnaires et opérations de croissance externe	(155,9)	(465,4)
Variation de la Trésorerie / (Dettes financières) nette	327,3	(71,9)
Trésorerie / (Dettes financières) nette à la clôture	487,6	(6,8)

Cash-Flow opérationnel

Le Cash-Flow Opérationnel s'est établi à 621,8 millions d'euros, en hausse de 128,8 millions d'euros (26,1 %), du fait de l'augmentation de l'EBITDA et du besoin en fonds de roulement et d'une baisse des investissements opérationnels.

Cash-Flow libre

Le Cash-Flow libre s'établit à 483,2 millions d'euros, en hausse de 22,8 % (S1 2024 : 393,5 millions d'euros), reflétant l'augmentation du cash-flow opérationnel et des impôts payés (S1 2024 incluant le remboursement de l'acompte d'impôt payé en France en 2024).

Paiements aux actionnaires et opérations de croissance externe

Les distributions aux actionnaires d'Ipsen S.A se sont élevées à 116,2 millions d'euros au premier semestre 2025, ce qui représente un dividende par action de 1,40 euro (S1 2024 : 99,8 millions d'euros pour un dividende par action de 1,20 euro).

Les investissements nets se sont établis à 80 millions d'euros et correspondent principalement à des paiements d'étapes réglementaires et commerciaux payés aux partenaires du Groupe.

Au premier semestre 2024, les investissements nets s'établissaient à 337,5 millions d'euros, principalement liés à l'acquisition de nouveaux programmes d'innovation en phase préclinique achevés durant cette période.

L'impact de change sur la trésorerie nette est principalement lié à la baisse du dollar américain par rapport à l'euro.

2.6 Passage de la trésorerie à la trésorerie nette

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024
Actifs financiers courants (instruments dérivés sur opérations financières)	4,6	0,3
Trésorerie à la clôture	1 442,9	467,5
Emprunts obligataires et bancaires	(745,6)	(280,4)
Autres passifs financiers (**)	(92,4)	(74,6)
Passifs financiers non courants	(838,0)	(355,0)
Passifs financiers (**)	(121,9)	(119,6)
Passifs financiers courants	(121,9)	(119,6)
Endettement	(959,9)	(474,6)
Trésorerie / (Dette financière) nette (*)	487,6	(6,8)

(*) Trésorerie / (dette financière) nette : incluant les instruments dérivés comptabilisés en actifs financiers et liés à des opérations financières, la trésorerie et équivalents de trésorerie, sous déduction des concours et emprunts bancaires et autres passifs financiers, et à l'exclusion des instruments financiers dérivés sur les opérations commerciales.

(**) Les passifs financiers excluent principalement les instruments dérivés liés à des opérations commerciales à hauteur de (19,6) millions d'euros à fin juin 2025 à comparer à 7,6 millions d'euros à fin juin 2024.

Analyse de la trésorerie du Groupe

Le 23 juillet 2019, Ipsen S.A. a obtenu un financement à long terme sur le marché américain (US Private Placement – USPP) à hauteur de 300 millions de dollars américains, structuré en deux tranches de sept et dix ans de maturité. Au 30 juin 2025, le Groupe respecte le ratio de covenant (dette nette / EBITDA inférieur à 3,5x).

Le 7 mars 2025, Ipsen S.A. a signé un renouvellement du crédit syndiqué pour un montant de 1 500 millions d'euros d'une maturité initiale de cinq ans (mars 2030), avec deux prolongations possibles d'un an chacune.

Le 25 mars 2025, Ipsen S.A. a obtenu un financement de 500 millions d'euros sur le marché obligataire public arrivant à échéance mars 2032 sur la base des notations « *Investment Grade* » reçues de S&P et Moody's.

Au 30 juin 2025, le programme d'émission de billets de trésorerie (NEU CP – *Negotiable European Commercial Paper*) d'Ipsen S.A. de 600 millions d'euros a été utilisé à hauteur de 80 millions d'euros.

2.7 Annexes

Annexe 1 – Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024
Chiffre d'affaires	1 819,8	1 659,3
Autres produits de l'activité	117,3	92,5
Produits des activités ordinaires	1 937,1	1 751,8
Coût de revient des ventes	(325,1)	(316,7)
Frais commerciaux	(503,7)	(467,3)
Frais de recherche et développement	(364,9)	(323,4)
Frais généraux et administratifs	(102,9)	(107,3)
Autres produits opérationnels courant	26,7	83,6
Autres charges opérationnelles courantes	(159,8)	(299,4)
Coûts liés à des restructurations	(2,8)	(3,5)
Pertes de valeur	(53,0)	—
Résultat opérationnel	451,6	317,8
<i>Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</i>	<i>11,5</i>	<i>5,6</i>
<i>Coût de l'endettement financier brut</i>	<i>(15,7)</i>	<i>(10,9)</i>
Coût de l'endettement financier net	(4,2)	(5,3)
Autres produits et charges financiers	(21,9)	(23,2)
Impôts sur le résultat	(89,5)	(47,2)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	(0,5)	0,1
Résultat des activités poursuivies	335,5	242,3
Résultat net des activités en cours de cession	—	(10,0)
Résultat consolidé	335,5	232,3
– dont part attribuable aux actionnaires d'Ipser	334,0	232,0
– dont participations ne donnant pas le contrôle	1,5	0,3
Résultat de base par action des activités poursuivies (en euros)	4,04	2,92
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)	4,00	2,90
Résultat de base par action des activités abandonnées (en euros)	0,00	(0,12)
Résultat dilué par action des activités abandonnées (en euros)	0,00	(0,12)
Résultat de base par action (en euros)	4,04	2,80
Résultat dilué par action (en euros)	4,00	2,78

Annexe 2 – Bilan consolidé avant affectation du résultat

(en millions d'euros)	30 Juin 2025	31 décembre 2024
ACTIF		
Goodwill	636,8	699,5
Autres immobilisations incorporelles	2 257,2	2 518,3
Immobilisations corporelles	665,3	664,2
Titres non consolidés	120,0	157,9
Participations dans des entreprises mises en équivalence	—	17,3
Actifs financiers non courants	—	0,2
Actifs d'impôts différés	256,7	284,7
Autres actifs non courants	80,4	75,7
Total des actifs non courants	4 016,4	4 417,8
Stocks	253,6	285,5
Clients et comptes rattachés	746,8	697,2
Actifs d'impôts exigibles	72,3	58,9
Actifs financiers courants	32,3	8,5
Autres actifs courants	264,2	293,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 445,0	678,1
Total des actifs courants	2 814,1	2 021,2
TOTAL DE L'ACTIF	6 830,5	6 439,0
PASSIF		
Capital social	83,8	83,8
Primes et réserves consolidées	3 877,5	3 616,2
Résultat de l'exercice	334,0	345,9
Réserves de conversion	(66,2)	135,8
Capitaux propres - attribuables aux actionnaires d'Ipsen S.A.	4 229,1	4 181,6
Participations ne donnant pas le contrôle	1,3	0,2
Total des capitaux propres	4 230,4	4 181,8
Provisions pour engagements envers les salariés	26,8	24,2
Provisions non courantes	24,6	35,7
Passifs financiers non courants	838,1	392,8
Passifs d'impôts différés	60,1	55,2
Autres passifs non courants	231,8	243,8
Total des passifs non courants	1 181,5	751,7
Provisions courantes	36,2	47,5
Passifs financiers courants	128,0	149,8
Fournisseurs et comptes rattachés	852,0	854,8
Passifs d'impôts exigibles	14,9	24,9
Autres passifs courants	385,4	427,9
Concours bancaires	2,1	0,6
Total des passifs courants	1 418,6	1 505,4
TOTAL DU PASSIF	6 830,5	6 439,0

Annexe 3 – Tableau des flux de trésorerie

Annexe 3.1 – Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024
Résultat consolidé	335,5	232,3
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	0,5	(0,1)
Résultat des activités en cours de cession		10,0
Résultat net avant quote-part des entreprises mises en équivalence	336,1	242,2
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements, pertes de valeur et provisions	195,8	214,8
- Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(19,3)	5,3
- Résultat des cessions d'actifs immobilisés	(0,6)	(1,1)
- Gains et pertes de changes latents	—	11,8
- Coût de l'endettement financier net	4,2	5,3
- Charge d'impôt	102,1	50,9
- Charges liées aux paiements sur base d'actions	17,6	19,0
- Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	23,2	28,9
Marge brute d'autofinancement avant variation du besoin en fonds de roulement	658,9	577,0
- (Augmentation) / diminution des stocks	19,2	2,7
- (Augmentation) / diminution des créances clients et comptes rattachés	(85,1)	(79,0)
- Augmentation / (diminution) des dettes fournisseurs et comptes rattachés	43,2	74,0
- Variation nette des autres actifs et passifs liés à l'activité	(9,9)	(57,8)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(32,6)	(60,1)
- Impôts versés	(99,6)	(50,9)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ À L'ACTIVITÉ	526,7	466,0
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(55,3)	(59,3)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(118,6)	(515,6)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels	0,1	0,4
Acquisitions de titres de participation non consolidés	(1,3)	(25,6)
Incidence des variations du périmètre	—	0,1
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'investissement	30,6	186,2
Flux d'investissement - Divers	11,7	7,7
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(132,9)	(406,2)
Émission d'emprunts à long terme	499,5	23,7
Remboursement d'emprunts à long terme	(1,0)	(0,8)
Remboursement des crédits à court terme	(17,0)	(15,7)
Titres d'autocontrôle	(10,7)	(13,5)
Distributions versées par Ipsen S.A.	(116,2)	(99,8)
Intérêts financiers payés	0,2	(5,0)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	354,7	(111,1)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	748,5	(51,3)
TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	677,6	519,5
Incidence des variations du cours des devises	16,8	(0,7)
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	1 442,9	467,5

Annexe 3.2 - Tableau des flux de trésorerie nette consolidés

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024
Trésorerie / (Dettes financière) nette à l'ouverture	160,3	65,1
RÉSULTAT OPERATIONNEL DES ACTIVITES	655,8	538,0
Dépréciation & amortissements	43,4	44,6
EBITDA	699,2	582,7
Éléments sans impact sur la trésorerie	17,6	24,2
(Augmentation) / diminution des stocks	6,3	2,7
(Augmentation) / diminution des créances clients et comptes rattachés	(85,1)	(79,0)
Augmentation / (diminution) des dettes fournisseurs et comptes rattachés	43,2	74,0
Variation du BFR opérationnel	(35,6)	(2,3)
Autres variations du BFR	4,5	(26,7)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(55,3)	(59,3)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(11,0)	(14,3)
Produits de cessions d'actifs corporels et incorporels	0,1	0,4
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'investissement	2,4	(11,6)
Investissements opérationnels nets (hors milestones)	(63,9)	(84,9)
Cash-Flow Opérationnel	621,8	493,0
Autres produits et charges opérationnels non courants et charges de restructuration	(22,2)	(30,1)
Résultat financier	(16,8)	(18,6)
Impôts versés	(99,6)	(50,9)
Cash-Flow libre	483,2	393,5
Distributions versées (y compris aux minoritaires)	(116,2)	(99,8)
Acquisitions de titres de participation non consolidés	(1,3)	(2,6)
Acquisitions d'autres actifs financiers	—	(0,1)
Incidence des variations du périmètre	10,2	—
Milestones payés	(90,0)	(233,6)
Autres opérations de Business Development	1,1	(101,1)
Investissements nets (BD et milestones)	(80,0)	(337,5)
Programmes de rachats d'actions	(10,7)	(13,5)
Impact du change sur l'endettement net	44,4	(13,0)
Variation de la trésorerie/(dettes financière) nette liée aux activités en cours de cession	—	0,1
Autres	6,5	(1,7)
Palements aux actionnaires et opérations de croissance externe	(155,9)	(465,4)
Variation de la trésorerie / (dettes financière) nette	327,3	(71,9)
Trésorerie / (Dettes financière) nette à la clôture	487,6	(6,8)

Annexe 4 – Passages du Résultat net consolidé IFRS au Résultat net consolidé des activités

Les différents éléments retraités dans le passage du Résultat net consolidé des activités au Résultat net consolidé IFRS sont commentés dans le paragraphe « Passage des indicateurs financiers des activités aux rubriques IFRS ».

	IFRS						ACTIVITÉS
(en millions d'euros)	S1 2025	Amortissement des immobilisations incorporelles (hors logiciels)	Autres produits et charges opérationnels	Coûts liés à des restructurations	Pertes de valeur	Autres	S1 2025
Chiffre d'affaires	1 819,8						1 819,8
Autres produits de l'activité	117,3						117,3
Produits des activités ordinaires	1 937,1						1 937,1
Coûts de revient des ventes	(325,1)						(325,1)
Frais commerciaux	(503,7)						(503,7)
Frais de recherche et développement	(364,9)						(364,9)
Frais généraux et administratifs	(102,9)						(102,9)
Autres produits opérationnels	26,7	(11,3)					15,3
Autres charges opérationnelles	(159,8)	132,2	27,5				(0,1)
Coûts liés à des restructurations	(2,8)	2,8					—
Pertes de valeur	(53,0)	53,0					—
Résultat opérationnel	451,6	132,2	16,2	2,8	53,0	—	655,8
Coût de l'endettement financier net	(4,2)						(4,2)
Autres produits et charges financiers	(21,9)	15,5					(6,5)
Impôt sur le résultat des activités	(89,5)	(33,1)	(3,9)	(0,8)	(13,7)	4,1	(136,9)
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	(0,5)	0,5					—
Résultat des activités poursuivies	335,5	99,1	12,2	2,0	39,3	20,1	508,3
Résultat des activités abandonnées	—	—					—
Résultat net consolidé	335,5	99,1	12,2	2,0	39,3	20,1	508,3
– dont part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A.	334,0	99,1	12,2	2,0	39,3	20,1	506,8
– dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	1,5						1,5
Résultat dilué par action - part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A. (en euro)	4,00	1,19	0,15	0,02	0,47	0,24	6,07

	IFRS						ACTIVITÉS
(en millions d'euros)	S1 2024	Amortissement des immobilisations incorporelles (hors logiciels)	Autres produits et charges opérationnels	Coûts liés à des restructurations	Pertes de valeur	Autres	S1 2024
Chiffre d'affaires	1 659,3						1 659,3
Autres produits de l'activité	92,5						92,5
Produits des activités ordinaires	1 751,8						1 751,8
Coûts de revient des ventes	(316,7)						(316,7)
Frais commerciaux	(467,3)						(467,3)
Frais de recherche et développement	(323,4)						(323,4)
Frais généraux et administratifs	(107,3)						(107,3)
Autres produits opérationnels	83,6		(82,6)				1,0
Autres charges opérationnelles	(299,4)	123,1	176,3				—
Coûts liés à des restructurations	(3,5)			3,5			—
Pertes de valeur	—				—		—
Résultat opérationnel	317,8	123,1	93,6	3,5	—	—	538,0
Coût de l'endettement financier net	(5,3)						(5,3)
Autres produits et charges financiers	(23,2)					(1,6)	(24,8)
Impôt sur le résultat des activités	(47,2)	(30,8)	(23,4)	(0,9)	—	(6,3)	(108,6)
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	0,1					-0,1	—
Résultat des activités poursuivies	242,3	92,2	70,2	2,6	—	(8,0)	399,4
Résultat des activités abandonnées	(10,0)					10,0	—
Résultat net consolidé	232,3	92,2	70,2	2,6	—	2,0	399,4
– dont part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A.	232,0	92,2	70,2	2,6	-0,0	2,0	399,0
– dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	0,3						0,3
Résultat dilué par action - part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A. (en euro)	2,78	1,11	0,84	0,03	0,00	0,02	4,78

3

INFORMATIONS RELATIVES
AUX PARTIES LIÉES

Le Groupe n'a pas conclu de nouvelles transactions significatives avec les parties liées au cours de la période.

4

FACTEURS DE RISQUES

Le Groupe exerce son activité dans un environnement qui connaît une évolution rapide générant à son encontre de nombreux risques dont certains échappent à son contrôle. Les investisseurs sont invités à examiner attentivement chacun des risques décrits ci-dessous ainsi que l'ensemble des informations contenues dans le document d'enregistrement universel. Les risques et incertitudes présentés dans cette section ne sont pas les seuls auxquels le Groupe doit faire face. D'autres risques et incertitudes dont le Groupe n'a pas actuellement connaissance ou qu'il ne considère pas comme étant matériels ou spécifiques pourraient également avoir une incidence défavorable sur son activité, sa situation financière ou ses résultats. La matérialité du risque est le résultat de la combinaison de la probabilité d'occurrence et de l'ampleur de son impact après prise en compte des mesures mises en place par le Groupe pour le gérer.

1/ Risques opérationnels

Risques liés aux activités d'acquisition et d'intégration

Afin de constituer un portefeuille prometteur d'actifs innovants, le Groupe transforme son modèle de R&D en accélérant les projets internes ciblés, en réduisant la priorité de certains autres, tout en recherchant à l'externe de nouveaux actifs. Le Groupe a ainsi investi en développement d'affaires via des structures d'accords innovantes dans ses aires thérapeutiques. Malgré les procédures en place, ces acquisitions pourraient échouer ou évoluer défavorablement en cas d'audit préalable inadéquat ou d'intégration non réussie.

Au sein du Groupe, une organisation External Innovation & Business Development est dédiée à l'acquisition et à l'intégration d'activités stratégiques. Ses missions essentielles consistent à :

- évaluer les opportunités et en vérifier la pertinence pour le Groupe, rapidement et avec diligence ;
- identifier et faire connaître les facteurs différenciants d'Ipsen ;
- accroître sa visibilité en tant que partenaire de choix en matière d'innovation.

Risques de défaillance des tiers

Le Groupe est dépendant de tiers : pour développer son portefeuille de Recherche et Développement : le Groupe conclut des accords de collaboration avec des tiers pour effectuer des essais précliniques et cliniques ; pour fabriquer certains produits : le Groupe sous-traite la fabrication de certaines substances actives à des tiers ou achète des produits finis directement auprès de ses partenaires ou à des sous-traitants de ces derniers ; pour développer et commercialiser certains produits ; concernant la propriété intellectuelle : (1) les collaborations qu'entretient le Groupe avec des tiers exposent celui-ci au risque de voir les tiers concernés revendiquer le bénéfice de droits de propriété intellectuelle sur les inventions du Groupe ou ne pas assurer la confidentialité de la technologie non brevetée du Groupe ; (2) pour fabriquer et commercialiser plusieurs de ses produits, le Groupe dépend de droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers.

Ces tiers pourraient avoir des comportements portant préjudice aux activités du Groupe.

S'agissant des partenariats clés (voir paragraphe 1.2.2 « Principaux partenariats »), une équipe dédiée à la Gestion des partenariats est en charge de garantir l'alignement des stratégies et l'optimisation continue du processus de gouvernance.

Par ailleurs, les relations d'Ipsen avec ses autres partenaires sont également gérées par des équipes dédiées. Par exemple, le Département Achats Monde a pour mission de :

- cartographier les risques liés aux principaux fournisseurs du Groupe et entretenir des liens étroits avec ces derniers, afin de sécuriser les approvisionnements du Groupe ;
- diversifier ses sources d'approvisionnement lorsque cela est possible, s'efforcer de conclure des contrats d'approvisionnement à long terme et de les consolider ;
- constituer des stocks de sécurité auprès des fournisseurs ou de ses propres sites de production.

Risques liés à la concurrence sur le marché et dépendance envers certains produits

Le Groupe exerce ses activités sur des marchés bien établis, qui connaissent une évolution rapide et où la concurrence est intense, en particulier en Oncologie : les concurrents du Groupe comprennent de grands groupes pharmaceutiques internationaux dont la taille, l'expérience et les ressources en capitaux excèdent la sienne ; depuis fin 2021, le Groupe doit faire face à l'enregistrement d'une alternative de Somatuline (qui n'est pas un générique et n'est pas automatiquement substituable) aux États-Unis ; cependant cet événement avait été anticipé par le Groupe ;

Cette concurrence représente d'autant plus un risque qu'une part significative du chiffre d'affaires et des résultats du Groupe continue de dépendre de la performance de quelques produits majeurs : Somatuline, Decapeptyl, Dysport, Cabometyx et Onivyde.

Les tendances du marché sont suivies de près et prises en compte dans la stratégie du Groupe.

Dans toutes ses aires thérapeutiques, le Groupe entend tirer pleinement parti de sa présence géographique et de sa force de frappe commerciale mondiale pour développer et déployer son portefeuille de Médecine de Spécialité dans toutes les principales zones géographiques.

Le Groupe a déployé des ressources internes et consacré d'importants efforts pour développer son portefeuille avec dynamisme, tout en s'orientant davantage vers la recherche externe de nouveaux actifs. L'objectif du Groupe dans l'innovation externe est d'alimenter son portefeuille de produits dans toutes ses aires thérapeutiques.

Des informations détaillées figurent dans la section 1.2.1 « Produits du Groupe » du présent document d'enregistrement universel.

Risques liés à l'homologation, au prix de vente et au remboursement des produits

Le Groupe dépend de la fixation du prix des médicaments et du possible retrait de certains médicaments de la liste des produits remboursables par les gouvernements et par les autorités réglementaires compétentes des pays dans lesquels le Groupe opère. Le Groupe fait face de manière générale à des incertitudes quant à la fixation des prix de tous ses produits, les prix des médicaments ayant fait l'objet, au cours des

dernières années, de fortes pressions en raison de divers facteurs (préconisation de médicaments génériques, baisse des prix ou des niveaux de remboursement, autres mesures restrictives limitant l'augmentation des coûts des services médicaux, importations parallèles...). La pression sur les prix est particulièrement forte dans les aires thérapeutiques couvertes par le Groupe (Médecine de Spécialité).

Risques liés aux systèmes d'information

Les activités du Groupe sont en grande partie dépendantes des systèmes d'information. Malgré les procédures et mesures de sécurité en place, le Groupe peut avoir à faire face à des incidents à l'encontre de ces systèmes, comme des cyberattaques. Ces incidents pourraient conduire à des interruptions d'activité, à la perte ou à l'altération de données critiques, ou au vol ou à la corruption de ces données.

Le Groupe a mis en place un plan de cybersécurité, approuvé par la Direction générale et décliné dans toutes ses entités, ainsi qu'une équipe et une gouvernance dédiées.

Ce plan définit diverses actions autour des thématiques suivantes : gouvernance, risques et conformité (GRC) ; atténuation des risques relatifs aux technologies opérationnelles ; contrôles techniques ; sécurité des personnes ; sécurité des données ; intervention et redémarrage des activités ; et sécurité physique.

Par ailleurs, le Groupe déploie et met en place des projets majeurs et structurants. Du fait de leur complexité et de la raréfaction des talents en la matière, ces projets pourraient ne pas être mis en oeuvre comme initialement prévu. Une gouvernance et des plans d'action détaillés sont en place pour atténuer ce risque.

Risques liés aux activités internationales du Groupe

Le Groupe exerce ses activités dans le monde entier (39 % en Europe, 34 % en Amérique du Nord et 27 % dans le reste du monde en 2024). Ainsi, les risques propres aux activités internationales, encourus par le Groupe, sont nombreux et comprennent notamment :

- les risques liés aux changements inattendus en matière de réglementation et notamment de réglementation fiscale ou sur le commerce et la tarification, tels que des mesures protectionnistes, en particulier aux États-Unis ; risques de redressements fiscaux au vu des audits réguliers émanant des autorités fiscales dont le groupe fait l'objet, compte tenu de sa stratégie

d'acquisition et de sa présence dans de multiples pays ;

- les risques d'exécution tenant au nombre de lancements de produits, notamment aux États-Unis en 2024 ;
- les risques liés aux limitations concernant le rapatriement des bénéfices ;
- les risques de défaillance financière de certains acteurs publics ou privés avec lesquels le Groupe conduit ses activités ;
- les risques liés au report de validité des différents droits en matière de propriété intellectuelle ;

- les risques liés aux différentes réglementations concernant le travail ;
- les risques liés aux changements politiques ou économiques affectant une région ou un pays ;
- les risques liés à l'accroissement des difficultés pour recruter du personnel et gérer les unités d'exploitation à l'étranger ;
- les risques liés à l'absence d'un accord international sur les normes réglementaires ;
- les risques encourus par les employés du Groupe lors de leurs déplacements professionnels ;
- les risques liés à la survenance de catastrophes naturelles, de guerres, d'épidémies, voire de pandémies,

dans les régions où le Groupe et/ou ses partenaires opèrent (par exemple, le conflit entre la Russie et l'Ukraine en 2022).

Le Groupe a mis en place différentes équipes dédiées à la couverture de ces risques : Stratégique, Commerciale, Réglementaire, Financière, Juridique, Propriété Intellectuelle, Ressources Humaines, Gestion des Risques, Sécurité Globale, etc. Toutes ces fonctions assurent un suivi régulier des risques couverts pour anticiper leur évolution et adapter les politiques et procédures du Groupe en conséquence.

Ressources Humaines

Le Groupe est confronté à des risques liés aux ressources humaines, notamment des risques d'attractivité et de rétention.

Les principales raisons à ces risques sont les suivantes :

- La concurrence des talents est très forte pour l'industrie pharmaceutique dans certains pays où le Groupe opère (par exemple, les États-Unis) ;
- La notoriété de la marque employeur pourrait être améliorée dans les pays où la taille du Groupe est limitée ;

- Les exigences des meilleurs talents ont évolué avec les nouvelles méthodes de travail post-COVID et l'inflation.

Un plan d'action efficace développé par les ressources humaines est en place pour atténuer les risques d'attractivité et de rétention (par exemple, proposition de valeur de l'employeur, enquêtes régulières sur l'engagement et plans d'actions associés, examen des talents et plans de succession, rémunération et avantages sociaux et initiatives de qualité de vie au travail).

Risques d'insuccès de la Recherche et Développement

Afin de développer un portefeuille de produits innovants, à court et long termes, le Groupe investit chaque année des ressources importantes en Recherche et Développement. Par ailleurs, le Groupe investit dans des actifs incorporels, ou des sociétés, en lien avec l'activité de Recherche et Développement. Le Groupe ne pourra rentabiliser ces investissements si les essais cliniques des produits du Groupe ne rencontrent pas le succès attendu ou si ces produits ne reçoivent pas d'autorisation réglementaire. Le processus de Recherche et Développement est long et le risque qu'un produit n'obtienne pas les autorisations est important.

Ipser investit constamment à la fois dans ses plateformes de R&D internes et dans l'innovation externe pour construire un portefeuille de produits en R&D durable, à toutes les étapes de développement.

Son modèle opérationnel de R&D a pour objectif d'accélérer les projets internes, de gérer efficacement le portefeuille de produits en R&D et d'identifier des actifs externes grâce à une activité de business développement soutenue.

Des informations détaillées figurent dans la section 1.2.3 « Recherche et Développement » du document d'enregistrement universel 2024.

Digital

Le Groupe doit continuellement s'adapter à l'importance croissante des données, du digital et de l'Intelligence Artificielle. Il existe un risque d'échec dans l'exécution de la stratégie digitale, principalement en raison de l'écosystème digital qui n'est pas totalement mature dans le secteur de la santé et d'un marché très concurrentiel pour les talents digitaux.

La Direction du Groupe s'est concentrée sur la définition de priorités digitales et d'un modèle opérationnel efficace. Les divers projets numériques se développent dans le cadre de cette stratégie sous la supervision d'une équipe dédiée.

Risque d'incapacité à faire face à un risque systémique

Le Groupe peut être confronté à un risque systémique, c'est-à-dire le risque qu'un événement particulier ait des conséquences majeures sur l'ensemble du système. Ces risques systémiques sont susceptibles d'impacter les capacités opérationnelles du Groupe.

Le Groupe définit et met à jour continuellement les mesures permettant de garantir la continuité de ses

activités en cas de survenance d'un événement systémique. Ces mesures incluent également la garantie de la sécurité de ses collaborateurs.

En particulier, le Groupe met en place les mesures suivantes :

- gestion de crise et mobilisation d'équipes dédiées pour permettre au Groupe de s'adapter à ces contextes ;
- adaptation et mise en place de plans de continuité d'activité ;
- suivi rigoureux par le Groupe des stocks de sécurité de produits, des biens et des services de ses fournisseurs, ainsi que de ses propres capacités de production.

Le Groupe a ainsi su faire face à deux événements systémiques majeurs au cours de ces dernières années, la COVID-19 et le conflit entre la Russie et l'Ukraine.

Par ailleurs, le Groupe a mis en place un Comité Résilience en charge de coordonner les démarches et actions destinées à garantir la continuité des activités du Groupe en cas de survenance de risques systémiques.

Risques en matière d'Éthique et Compliance

Malgré ses engagements constants de respect des standards éthiques les plus élevés, Ipsen pourrait se voir confronté à des risques en matière d'Éthique et Compliance, tels que : risque de promotion hors Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) : les employés du Groupe ou les tiers impliqués dans la promotion des produits Ipsen pourraient ne pas respecter les principes éthiques du Groupe et promouvoir les produits en dehors de leur AMM ; risque de conflits d'intérêts : les employés du Groupe ou les tiers impliqués dans les activités du Groupe pourraient se retrouver en situation – réelle ou apparente – de conflits d'intérêts entre leur fonction au sein du Groupe et leur situation ou leurs intérêts personnels, lesquels pourraient influencer leur capacité à agir au mieux des intérêts du Groupe. Ces conflits d'intérêts pourraient impliquer des tiers tels que des professionnels de santé, des organismes médicaux, des organismes payeurs, des membres des autorités réglementaires ou des officiers publics ; risque de corruption : les employés du Groupe ou les tiers impliqués dans les activités du Groupe pourraient promettre, proposer, donner, recevoir ou solliciter des dons ou avantages quelconques auprès d'une autre

personne afin d'en influencer le comportement ou d'obtenir une faveur ou un avantage indu, Ipsen opérant dans des pays à risque où la corruption et la criminalité en col blanc sont courants ; risque de non-conformité avec les codes et réglementations pharmaceutiques : les employés du Groupe ou les tiers impliqués dans les activités du Groupe pourraient ne pas se conformer aux exigences des réglementations internationales et nationales ainsi qu'aux codes de l'industrie pharmaceutiques (par exemple IFPMA, EFPIA, PhRma, codes locaux, US price reporting) en matière d'interactions avec les professionnels de santé, organismes médicaux et autres parties prenantes, promotionnelles ou non (par exemple congrès, réunions, prestations de conseil...).

Pour plus de détails sur le plan d'atténuation visant à couvrir ce risque, veuillez consulter la section 2.1.4 « Les acteurs de la gestion des risques et du contrôle interne », et la section 4.4 « Gouvernance » du chapitre « Etat de durabilité » du document d'enregistrement universel 2024.

2/ Risques industriels et environnementaux

Risques de ruptures d'approvisionnement et autres perturbations:

En dépit d'une organisation robuste de la chaîne d'approvisionnement, de stocks de sécurité et de plans de continuité des opérations, la commercialisation par le Groupe de certains produits pourrait être affectée par une rupture dans les approvisionnements ou par d'autres perturbations.

Ces difficultés peuvent être :

- systémiques (crise énergétique, inflation...) ;
- réglementaires (nécessité de remédier à certaines contraintes techniques afin de mettre les sites de production en conformité avec les règlements applicables) ;
- techniques (difficultés d'approvisionnement de qualité satisfaisante, défaillance des équipements ou difficultés à produire de manière récurrente et pérenne des principes actifs ou des médicaments conformes à leurs spécifications techniques et aux volumes requis) ;
- naturelles (catastrophes naturelles...).

Cette situation pourrait avoir des impacts sur les patients et entraîner une baisse significative du chiffre d'affaires d'un ou plusieurs produits donnés.

La gestion de ces risques est mise en œuvre et régulièrement mise à jour sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Elle consiste principalement à :

- identifier les risques : exercice de cartographie des risques de la chaîne d'approvisionnement réalisé chaque année ;
- gérer les risques : robustesse et amélioration continue des processus de production, gestion des risques des fournisseurs clés, actions de prévention des assurances, investissements, stocks de sécurité et plans de continuité d'activité.

Pour plus de détails, veuillez vous référer à la section « Assurer la disponibilité des produits : continuité d'approvisionnement et de fabrication » du chapitre « Etat de Durabilité » du document d'enregistrement universel 2024.

Risques en matière de Responsabilité Sociétale d'Entreprise

Depuis plusieurs années le Groupe a mis en place une stratégie à moyen et long terme en matière de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) ainsi qu'une gouvernance dédiée. Pour une vision détaillée des risques et initiatives du Groupe en la matière, veuillez vous reporter au chapitre « Etat de durabilité » du document d'enregistrement universel 2024.

S'agissant en particulier de l'Environnement, les lois des différents pays imposent des obligations, existantes et potentielles, au Groupe en matière de réparation des atteintes à l'environnement ou de la remise en état de sites contaminés.

Des lois relatives à l'environnement, à la sécurité et à la santé plus strictes et des mesures d'exécution plus rigoureuses que celles actuellement en vigueur pourraient générer des responsabilités et des coûts significatifs pour le Groupe et pourraient assujettir la manutention, la fabrication, l'usage, la réutilisation ou le traitement de substances ou de polluants par les opérateurs du Groupe à des mesures d'inspection plus rigoureuses que celles actuellement observées.

Le Groupe utilise des matières dangereuses dans l'exercice de son activité et toute réclamation

concernant la manutention, l'entreposage ou le traitement impropre de ces matières pourrait se révéler onéreuse. Il existe donc non seulement des risques environnementaux liés à la contamination de l'environnement mais aussi des risques en termes de santé (maladies professionnelles) liés à la manipulation par les salariés d'Ipsen de produits actifs ou de produits toxiques lors des activités de recherche et de fabrication. Ces risques existent aussi pour les tiers avec lesquels le Groupe travaille.

Les questions environnementales et de sécurité sont gérées par les organes de gouvernance d'Ipsen en matière d'Environnement, Hygiène et Sécurité (EHS), à tous les niveaux de l'organisation : l'équipe EHS d'Ipsen a pour mission de :

- protéger les collaborateurs et améliorer leur bien-être afin d'assurer la mise à disposition des médicaments d'Ipsen aux patients ;
- réduire la consommation énergétique d'Ipsen et notre impact sur le changement climatique.

Pour plus de détails, veuillez vous référer au chapitre 4 « Etat de durabilité » du document d'enregistrement universel 2024.

3/ Risques financiers

Risques de change

Une part significative de l'activité du Groupe provient de pays où l'euro, devise du reporting d'Ipsen, est la monnaie fonctionnelle. Néanmoins, de par son activité internationale, le Groupe est exposé aux fluctuations des taux de change qui peuvent impacter ses résultats.

Plusieurs types de risques peuvent être distingués :

- le risque de change transactionnel lié aux activités commerciales : le Groupe couvre, sur la base des prévisions budgétaires, les principales monnaies ;

- le risque de change financier lié aux financements contractés dans une devise différente des monnaies fonctionnelles des entités.

Ipsen met en place une politique de couverture du risque de change afin de réduire l'exposition de son résultat net aux variations des devises étrangères.

Pour plus de détails, consulter la note 21 du chapitre 3 du document d'enregistrement universel 2024, 21.1.1 « Exposition au risque de change ».

Risques de liquidité et de contrepartie

Le Groupe veille à diversifier ses contreparties pour éviter les risques liés à une concentration excessive. De plus, Ipsen s'appuie sur des critères rigoureux pour choisir ses contreparties.

Pour plus de détails, consulter la note 21 du chapitre 3 du document d'enregistrement universel, 21.1.3 « Risque de liquidité et de contrepartie ».

Risques de volatilité du cours de l'action du Groupe

Le cours des actions du Groupe pourrait fluctuer de manière sensible, notamment en réaction à des événements tels que : des variations des résultats financiers du Groupe ou de ceux de ses concurrents d'une période sur l'autre ; l'annonce par la Société ou par l'un de ses partenaires du succès ou de l'échec d'un programme de Recherche et Développement en cours, seul ou en partenariat avec un tiers ; l'annonce par le Groupe ou par l'un de ses partenaires du succès ou de l'échec du lancement commercial d'un nouveau produit ;

des annonces de concurrents ou des annonces concernant l'industrie pharmaceutique ; des annonces relatives à des modifications de l'équipe dirigeante ou des personnels clés du Groupe.

Un aperçu de l'évolution du cours de bourse de l'année 2024 est disponible dans l'introduction en page 7 du Document d'Enregistrement Universel 2024.

4/ Risques légaux et réglementaires

Risques en matière de responsabilité liée aux produits

Les activités du Groupe l'exposent à des risques de responsabilité du fait des produits et sa couverture d'assurance pourrait ne pas être suffisante pour le protéger contre de tels risques. La responsabilité liée aux produits est un risque important pour le Groupe et pourrait prendre de l'ampleur si les activités du Groupe se multiplient sur de nouveaux marchés et continuent à croître aux États-Unis, où les coûts afférents à la mise en jeu de la responsabilité liée aux produits peuvent être particulièrement onéreux.

Bien que le Groupe ne soit pas actuellement impliqué dans des procédures importantes mettant en cause sa responsabilité à la suite de l'usage de ses produits et comprenant des demandes significatives de dommages et intérêts, le Groupe peut avoir à faire face à des réclamations portant sur la sécurité de ses produits, et en particulier ceux dans le domaine de la neurotoxine (commercialisés notamment sous les marques Dysport[®], Azzalure[®] et Alluzience[®]) qui peuvent causer ou sembler

causer des effets secondaires sérieux ou des interactions dangereuses avec d'autres médicaments, s'ils sont utilisés à mauvais escient ou s'ils sont prescrits hors des indications autorisées.

Les contrôles Pharmacovigilance, Qualité et Opérations techniques protègent le Groupe des risques en matière de responsabilité liée aux produits. Pour plus de détails, consulter le chapitre « Etat de durabilité » du document d'enregistrement universel 2024.

La couverture d'assurance du Groupe inclut également ce risque.

L'assurance responsabilité civile du fait des produits couvre tous les produits fabriqués, commercialisés et vendus par le Groupe, ainsi que tous les essais cliniques sponsorisés par celui-ci. Pour plus de détails, consulter la section 2.1.4 « Les acteurs de la gestion des risques et du contrôle interne » dans le document d'enregistrement universel 2024.

Risques de contrefaçon des produits du Groupe

En tant que fabricant de médicaments, le Groupe s'expose à ce que des tiers tentent de contrefaire ses produits et de vendre les produits contrefaits comme

étant des produits du Groupe. Pour plus de détails, consulter le chapitre « Etat de durabilité » dans le document d'enregistrement universel 2024.

Risques relatifs à la propriété intellectuelle

L'expiration du brevet relatif à un produit peut se traduire par une concurrence importante due à l'émergence de produits génériques.

Le Groupe ne peut être certain :

- qu'il développera d'autres inventions brevetables ;
- que les brevets qui font l'objet de demandes en cours lui seront accordés ;
- que les brevets qui lui sont accordés ou qui font l'objet d'une licence accordée en sa faveur ne seront pas contestés et jugés non valables ou non opposables ;
- que la protection accordée par un brevet sera assez large pour exclure des concurrents ;

- que d'autres personnes ne revendiqueront pas des droits y compris des droits de propriété portant sur les brevets et autres droits de propriété intellectuelle qu'il détient ou qui font l'objet de licence en sa faveur ;
- Les concurrents du Groupe ne pourront contrefaire ses brevets ou les contourner par des innovations dans la conception.

Une stratégie est définie et mise en œuvre pour lutter contre les risques relatifs à la propriété intellectuelle.

Le détail des brevets détenus par le Groupe figure à la section 1.2.4.1 « Brevets » du document d'enregistrement universel.

Risques de diffusion non souhaitée d'une information critique

Le Groupe ne peut pas garantir qu'il ne sera pas confronté à la diffusion involontaire ou non contrôlée d'une information critique incluant des données personnelles ou stratégiques, qui pourrait avoir des conséquences négatives sur le patrimoine de l'entreprise, sa situation concurrentielle ou la valeur de ses actions.

Le Groupe dispose de procédures de contrôle de la diffusion de ces informations, soit pour protéger la confidentialité de certaines informations sensibles,

notamment pour protéger efficacement sa propriété industrielle ou ses positions concurrentielles, soit pour s'assurer que toute information privilégiée est diffusée aux investisseurs de manière conforme à la législation en vigueur.

Pour plus de détails, notamment sur les politiques et plans d'actions du Groupe en matière de protection des données, consulter le chapitre « Etat de durabilité » dans le document d'enregistrement universel 2024.

Risque de procédures judiciaires ou administratives

En novembre 2023, Galderma a initié une procédure d'arbitrage à l'encontre d'Ipsen auprès de la Cour Internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (« CCI ») à la suite de la résiliation par Ipsen de l'accord de R&D conclu en juillet 2014. Cet accord portait sur les programmes respectifs des parties relatifs aux neurotoxines à un stade précoce, y compris le développement de l'IPN 10200. Au 30 juin 2025 et à ce stade de la procédure, Ipsen ne peut raisonnablement prévoir l'impact financier qui en découlerait sur les états financiers, ni anticiper l'issue de cet arbitrage. Ipsen entend toutefois assurer pleinement sa défense et faire valoir ses droits à l'encontre de Galderma

Par ailleurs, en décembre 2024, l'administration fiscale française a adressé à la société Ipsen S.A. une proposition de rectification rejetant la déductibilité fiscale d'une moins-value générée en 2020 par une restructuration juridique interne. Les conséquences financières notifiées entre 2020 et 2023 s'élèvent à 215 millions d'euros en droits, intérêts de retard et pénalités.

La Société, après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, considère que les arguments de l'administration fiscale ne sont pas fondés, conteste cette proposition et estime son succès probable. En conséquence, la Société n'a constitué aucune provision à ce titre dans les comptes au 30 juin 2025.

5

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2025

IPSEN S.A.

Siège social : 70, rue Balard – 75015 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2025

Période du 1^{er} janvier 2025 au 30 juin 2025

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société IPSEN S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2025 au 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes

d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris la Défense, le 30 juillet 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG S.A.

Stéphane Basset
Associé

Cédric Adens
Associé

6

**DÉCLARATION DU RESPONSABLE
DE L'INFORMATION FINANCIÈRE
SEMESTRIELLE 2025**

J'atteste, à ma connaissance, que les états financiers consolidés condensés du premier semestre 2025 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 30 juillet 2025

M. David Loew
Directeur général

